



Régine Perron

Histoire du multilatéralisme II

L'organisation du bloc occidental
dans la compétition économique (1958-1963)

CRMHM1 · III Chapitre 9

Cet ouvrage s'inscrit dans la continuité du précédent, intitulé : *Histoire du multilatéralisme. L'utopie du siècle américain de 1918 à nos jours*, et retrace les décisions prises par les présidences Eisenhower et Kennedy, comme leurs conséquences sur le système multilatéral. Pour la première fois, des gouvernements américains communiquent ouvertement le déficit de leur balance des paiements – évalué à 4 milliards de dollars par Eisenhower. Dans le cadre de la compétition lancée par Khrouchtchev, un tel déficit extérieur ne représentait-il pourtant pas une menace pour la puissance américaine et l'avenir du « monde libre » ? La balance des paiements concentre en effet tous les critères de la puissance devenus classiques en histoire des relations internationales : les éléments économiques, financiers, militaires et politiques.

En réalité, le « monde libre » ne s'est pas écroulé sous le poids de la dette, ni même désorganisé après 1989. Au contraire, la chute du monde soviétique a été considérée comme la victoire du système multilatéral, libéral et capitaliste face au modèle communiste. Il faut donc croire que l'annonce de ce déficit, en 1960, associée à la mise en place d'une politique néo-libérale dans le cadre multilatéral, inaugurerait en fait une nouvelle diplomatie économique, qui dure encore : le déficit extérieur américain atteint aujourd'hui 16 000 milliards de dollars et fait partie du quotidien.

Régine Perron, maître de conférences, est habilitée à diriger des recherches en histoire des relations internationales à l'université de Cergy-Pontoise. Membre du laboratoire de recherches AGORA (ex-CICC), elle est membre associé au Centre Roland Mousnier (UMR 8596) de Sorbonne Université.



ISBN :
979-10-231-3331-8

Crédit photo : Rencontre du président John F. Kennedy et de l'ancien président général Dwight D. Eisenhower à Camp David, 22 avril 1961. © Robert Knudsen (White House Photograph) / John F. Kennedy Presidential Library and Museum (Boston).

<http://pups.paris-sorbonne.fr>

HISTOIRE DU MULTILATÉRALISME II

Dernières parutions

- La vierge et le Roi*
Damien Tricoïve
- Devenir japonais. La mission jésuite au Japon (1549-1614)*
Hélène Vu Thanh
- Partager le monde. Rivalités impériales franco-britanniques (1748-1756)*
François Ternat
- France-Japon, regards croisés. Mélanges en mémoire de Terushi Hara*
Dominique Barjot & Patrick Fridenson (dir.)
- De part et d'autre du Danube : l'Allemagne, l'Autriche et les Balkans de 1815 à nos jours. Mélanges en l'honneur du professeur Jean-Paul Bled*
Mathieu Dubois & Renaud Meltz (dir.)
- Les stratégies de l'échec. Enquêtes sur l'action politique à l'époque moderne*
Marie Barral-Baron, Marie-Clarté Lagrée & Mathieu Lemoine (dir.)
- Aluminium. Du métal de luxe au métal de masse (XIX^e-XX^e siècle)*
Dominique Barjot & Marco Bertilorenzi
- Histoire du multiculturalisme. L'utopie du siècle américain de 1918 à nos jours*
Régine Perron
- Cités humanistes, cités politiques (1400-1600)*
Denis Crouzet, Élisabeth Crouzet Pavan & Philippe Desan (dir.)
- Les Habsbourg et l'argent*
Jean Bérenger
- La Politique de l'histoire en Italie. Arts et pratiques du réemploi (XIV^e-XVII^e siècle)*
Caroline Callard, Élisabeth Crouzet-Pavan & Alain Tallon (dir.)
- Frontières religieuses dans le monde moderne*
Francisco Bethencourt & Denis Crouzet (dir.)
- Les Maîtres du comptoir : Desgrand père et fils. Réseaux du négoce et révolutions commerciales (1720-1878)*
Jean-François Klein
- Le corps des esclaves de l'île Bourbon. Histoire d'une reconquête*
Prosper Eve
- Chrétiens et Ottomans de Malte et d'ailleurs*
Alain Blondy
- La Faveur et la Gloire. Le maréchal de Bassompierre mémorialiste (1579-1646)*
Matthieu Lemoine (dir.)
- L'entreprise et sa mémoire. Mélanges en l'honneur de Maurice Hamon*
Didier Bondue (dir.)
- Les frères d'Eichtal*
Hervé Le Bret
- Pierre Chaunu historien*
Jean-Pierre Bardet, Denis Crouzet & Annie Molinié-Bertrand (dir.)
- L'union du Trône et de l'autel ? Politique et religion sous la Restauration*
Matthieu Brejon de Lavergnée & Olivier Tort (dir.)

Régine Perron

Histoire du multilatéralisme II

L'organisation du bloc occidental dans
la compétition économique (1958-1963)



Ouvrage publié avec le soutien du laboratoire de recherche AGORA
de l'Université de Cergy-Pontoise et du Centre Roland Mousnier
de Sorbonne Université

Les SUP sont un service général de la faculté des Lettres de Sorbonne Université

ISBN de l'édition papier : 979-10231-0589-6
© Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2018

© Sorbonne Université Presses, 2023

Maquette et réalisation : Gaëlle Bachy
d'après le graphisme de Patrick Van Dieren

Adaptation numérique : Emmanuel Marc Dubois/3d2s

SUP

Maison de la Recherche
Sorbonne Université
28, rue Serpente
75006 Paris

Tél. (33) 01 53 10 57 60

sup@sorbonne-universite.fr

<http://sup.sorbonne-universite.fr>

À Robert et Henriette Perron

LISTE DES ABRÉVIATIONS

AELE :	Association européenne de libre-échange
AID :	Agence internationale de développement
AIIB :	Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures
BIRD :	Banque internationale de reconstruction et de développement
BIS :	Banque des règlements internationaux
CEA :	Council of Economic Advisers
CECA :	Communauté européenne du charbon et de l'acier
CEE :	Communauté économique européenne
CEPAL :	Commission économique pour l'Amérique latine de l'ONU
CNUCED :	Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement
DAG :	Development Assistance Group
DLF :	Development Loan Fund
EAMA :	États africains et malgache associés
ECA :	European Cooperation Administration
FAO :	Food and Agriculture Organization
FED :	Fonds européen de développement
FMI :	Fonds monétaire international
GATT :	General Agreement on Tariffs and Trade
ICA :	International Cooperation Administration
IDA :	International Development Association
OCDE :	Organisation de coopération et de développement économique
OECE :	Organisation européenne de coopération économique
OIC :	Organisation internationale du commerce
OMC :	Organisation mondiale du commerce
ONU :	Organisation des Nations unies
OTAN :	Organisation du traité de l'Atlantique nord
PAC :	Politique agricole commune
PAM :	Programme alimentaire mondial
PTOM :	Pays et territoires d'outre-mer
TEC :	Tarif extérieur commun
UE :	Union européenne
UEO :	Union de l'Europe occidentale
UEP :	Union européenne des paiements
UER :	Union européenne de réserve

TROISIÈME PARTIE

**La solution multilatérale au déficit
américain : le commerce mondial avec
l'Europe de l'Ouest et le Tiers Monde
(1961-1963)**

Le commerce mondial représente la véritable solution pour résoudre le problème du déficit américain. C'est pourquoi les États-Unis n'ont de cesse d'y faire participer tous les partenaires commerciaux – sans exception – dans le cadre du GATT. Cela favorise une libéralisation accrue des échanges et relance les exportations si vitales à la santé de l'économie américaine. Le « monde libre » en profite également. En ce début de la décennie 1960, les États-Unis et l'Europe de l'Ouest représentent la part du commerce mondial la plus importante, et le Japon commence à compter. Cependant, cette décennie coïncide avec l'émergence de nouveaux États-nations issus de la colonisation, réunis sous l'expression Tiers Monde.

La conférence de Bandung de 1955 a suffisamment marqué le paysage international. Elle a demandé à ce que les revendications pour une meilleure insertion de ce Tiers Monde dans l'économie soient entendues. En effet, le point numéro 6 du communiqué final de cette conférence déclare : « Les pays d'Asie et d'Afrique doivent varier leurs exportations en manufacturant leurs matières premières toutes les fois que la chose est économiquement réalisable [...] »¹. Ce communiqué met ainsi l'accent sur la nécessaire industrialisation de leurs pays, pour exporter à leur tour des produits transformés et manufacturés, au lieu de produits bruts comme au temps de la colonisation.

De plus, l'enjeu de la guerre froide, symbolisé par la compétition économique, consiste à attirer, aussi bien pour les États-Unis que pour l'URSS, le maximum de pays du Tiers Monde dans son camp. C'est alors que la diplomatie économique prendra de l'importance avec cette partie du monde, qui devra aussi jouer un rôle dans la réduction du déficit de la balance des paiements des États-Unis, puisque tout le monde est concerné dans le système multilatéral.

Auparavant, pour situer les origines de cette politique du développement ou plutôt pour situer le moment de la prise de conscience de la nécessité d'une aide au développement, on a eu l'habitude de citer le président américain

1 Le texte intégral du Communiqué final de l'Asian-African Conference est disponible en version française [en ligne : http://www.cvce.eu/obj/communique_final_de_la_conference_afro_asiatique_de_bandoeng_24_avril_1955-fr-676237bd-72f7-471f-949a-88b6ae513585.html], consulté le 7 février 2015.

Harry Truman. Celui-ci a déclaré dans le « Point 4 » de son discours d'investiture le 20 janvier 1949 :

Nous devons mettre en œuvre un nouveau programme marquant pour que nos avancées scientifiques et industrielles profitent à l'amélioration et à la croissance des zones sous-développées. [...] Je pense que nous devons mettre à la disposition des pays, qui aiment la paix, les bénéfices de l'ensemble de nos connaissances technologiques dans le but de les aider à réaliser leurs aspirations à une vie meilleure².

L'expression de zones sous-développées est alors employée pour la première fois afin de désigner des pays qui n'ont pas encore atteint le stade de l'industrialisation. Truman désigne aussi les avancées scientifiques et le progrès technologique comme des facteurs de croissance économique que l'on doit leur fournir.

190

La place du Tiers Monde dans le commerce mondial est dès lors marquée par l'aide au développement pour qu'il puisse atteindre l'égalité avec les pays industrialisés. De nouveaux marchés deviennent ainsi accessibles pour relancer, et surtout pour augmenter, les exportations de produits américains. En échange, les pays du Tiers Monde bénéficient de l'apport de capitaux grâce aux devises étrangères, aux prêts et aux investissements pour leur industrialisation. Tout cela s'obtient sous diverses formes bien définies.

En premier lieu, l'aide au développement s'intègre dans les mesures commerciales du GATT, visant à aménager la concurrence pour ces pays du Tiers Monde. Le GATT cherche à les insérer dans la relance des exportations, pour qu'ils puissent acquérir les devises internationales considérées comme nécessaires au démarrage de l'industrialisation à court terme. En second lieu, les mesures non commerciales concernent « l'industrialisation à long terme », c'est-à-dire l'assistance alimentaire, financière et technique apportée dans le cadre multilatéral par l'ONU, avec la Food and Agriculture Organization (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM). Dans le cadre bilatéral, nous avons les États-Unis avec l'aide étrangère (*Foreign Aid*), la CEE avec le Fonds européen de développement (FED) et l'Europe de l'Ouest en général. Finalement, l'aide au développement est multiple et est caractérisée par l'imbrication des mesures multilatérales, des accords internationaux, des accords bilatéraux ainsi que des mesures proprement nationales. Ici, on ne considérera que les mesures

2 Le texte intégral de ce discours est disponible dans sa version originale [en ligne : http://www.trumanlibrary.org/whistlestop/5oyr_archive/inagural20jan1949.htm], consulté le 7 février 2015.

concernant le commerce international et destinées aux pays du Tiers Monde dans le cadre du GATT et hors du GATT.

Comment vont s'agencer, au sein de ce commerce mondial élargi, les intérêts des États-Unis et de l'Europe de l'Ouest d'un côté, et ceux du Tiers Monde de l'autre? En 1960, Dwight D. Eisenhower se plaint de l'obstruction du Congrès à son programme d'aide étrangère, qu'il considère comme essentiel pour contrer l'influence communiste dans le Tiers Monde³. C'est ensuite au tour de John F. Kennedy de convaincre le Congrès d'appuyer ses initiatives, mais il rencontre aussi de grandes difficultés. Ainsi, le rapport du Budget de 1961 définit la nouvelle politique économique extérieure des États-Unis : « Au cours des dernières années, l'accent mis sur l'assistance militaire a diminué. En même temps que l'aide économique permanente sous forme de subventions, on a créé ou renforcé d'autres instruments pour la promotion de la stabilité et de la croissance⁴ ». Cette période est décisive pour l'avenir. En effet, toutes les décisions prises entre 1958 et 1963 formeront jusqu'à nos jours le cadre des relations commerciales entre le Nord et le Sud.

Les États-Unis réussiront-ils à confirmer le processus du multilatéralisme à la fois avec l'Europe de l'Ouest industrialisée et le Tiers Monde émergent? Et surtout réduiront-ils leur déficit grâce à ces partenaires?

3 Chester J. Pach Jr., « Introduction », dans Kathryn C. Statler et Andrew L. Johns (dir.), *The Eisenhower Administration, the Third World, and the Globalization of the Cold War*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, 2006, p. XIV.

4 NA, RG 40, ExeSec : Bureau du Budget, *Staff Study of Organization...*, janvier 1961, *op. cit.* p. 1-3.

LES MESURES COMMERCIALES HORS DU GATT (1962-1963)

En ce début des années 1960, le GATT connaît une période délicate. Les enjeux des négociations commerciales, dans le cadre des Dillon et Kennedy Round, cristallisent les inquiétudes des principaux partenaires commerciaux, les États-Unis, la CEE et la Grande-Bretagne. Quant aux pays en développement, leurs revendications au sein du GATT ne sont pas encore traduites dans les faits. À ces tensions, s'en ajoute une autre. L'URSS tente de pousser ces pays à remettre en cause le GATT, en demandant la création d'une nouvelle organisation commerciale, cette fois-ci sous l'égide de l'ONU. Le GATT devient ainsi le lieu où se joue la guerre froide. Comment réagiront les États-Unis et les Européens ?

Il existe aussi une autre forme d'aide au développement, qui se situe hors du GATT. Ce sont les accords mondiaux portant sur les produits de base (le café et le cacao), les mesures commerciales bilatérales entre la CEE et les pays associés, les États-Unis et son réseau du *Foreign Aid* (aide étrangère), ainsi que les contingents tarifaires sur deux produits spécifiques, les bananes et le café vert. Ces accords mondiaux et bilatéraux ont-ils pour objectif de réduire le déficit de la balance des paiements américaine ?

LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LE COMMERCE (1962-1963) : UN CONTREPOIDS AU GATT ?

La CNUCED est née en 1964 à Genève. On connaît très peu les circonstances de cette création. Elles sont très intéressantes pour comprendre l'ensemble des événements. La toile de fond reste toujours les négociations commerciales en cours, aussi bien au sein du GATT qu'en dehors. Néanmoins, cette Conférence des Nations unies risque de remettre en question l'organisation commerciale multilatérale elle-même, établie depuis 1947. Les États-Unis l'accepteront-ils ? Or leur but consiste toujours à relancer les exportations en général, pour réduire leur déficit de la balance des paiements.

Les origines du projet

Le projet de cette nouvelle organisation a été présenté lors d'une résolution de l'ONU en 1962, de la manière suivante :

Le projet d'une Conférence économique mondiale sous les auspices de l'ONU a fait l'objet d'une résolution adoptée, après de longues discussions, par la XXXIV^e session du Conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC) en juillet dernier à Genève. Ce projet se rattache, comme on le sait, à la résolution 1707 (XVI) adoptée en 1961 par l'Assemblée générale des Nations unies, et visant à faire ressortir l'importance du commerce international comme facteur de développement économique¹.

L'ONU se soucie dorénavant des pays en voie de développement, depuis que ces derniers représentent les trois quarts de son Assemblée générale. Ainsi, elle déclare que la décennie 1960 est celle du développement. La résolution de l'ECOSOC de juillet 1962 fixe dès lors les objectifs suivants :

La nécessité d'éliminer les obstacles qui entravent le développement du commerce international d'une manière générale et des échanges entre les pays peu développés et les pays industrialisés en particulier; la nécessité d'un accroissement rapide des exportations des produits primaires et manufacturés pour les pays en voie de développement; la nécessité d'une action internationale visant à stabiliser les marchés internationaux des produits de base; l'importance qu'il y a à ce que tous les pays et tous les groupements économiques régionaux et sous-régionaux poursuivent des politiques commerciales propres à faciliter l'expansion nécessaire du commerce des pays en voie de développement et encouragent la croissance indispensable de leur économie; l'importance qu'il y a à ce que l'afflux net de capitaux à long terme en voie de développement soit accrue².

Ces objectifs reprennent pour l'essentiel les revendications des pays en voie de développement, formulées auparavant au sein du GATT, surtout depuis 1957. Cette date correspond, on l'a vu, à l'aggravation des déficits de leurs balances commerciales. Ils reprennent aussi les conclusions du rapport Haberler de 1958, tout en ajoutant la responsabilité des « groupements économiques régionaux », sous-entendu la CEE, dans cette configuration du commerce mondial. La CEE est particulièrement visée, parce que la plupart de ses pays membres sont d'anciens colonisateurs ou possèdent encore des colonies en cette année 1962. De plus, l'ouverture de leurs marchés est primordiale.

1 CE, BAC 3-1978 n° 1154 : Direction générale des relations extérieures, *Projet d'une conférence mondiale du commerce qui se tiendrait sous les auspices de l'ONU et les perspectives d'accords mondiaux de la CEE. La prochaine assemblée de l'ONU (New York, 16.9.1962)*, 12 septembre 1962.

2 CE, BAC 3-1978 n° 1154 : Direction générale des relations extérieures, Note d'information pour le Comité de politique commerciale (réunion du 22.10.1962), *Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement*, 11 octobre 1962.

Ce projet a vu le jour parce qu'il est appuyé par l'URSS, alors que les États-Unis et la CEE y sont opposés. Le risque est, aux yeux des États-Unis, de voir se mettre en place une organisation mondiale du commerce qui concurrencerait le GATT ; aux yeux de la CEE, cela donnerait l'occasion de critiquer les « groupements économiques » dont il est fait mention dans le projet, pour combattre sa politique commerciale liée au TEC et la PAC. Face à ces réticences, l'URSS menace d'organiser cette conférence à Moscou. Finalement :

Le gouvernement américain [...] s'étant rendu compte de ce que ses réticences auraient pu avoir des répercussions défavorables pour l'Occident aux yeux des pays non engagés, et estimant que le projet pouvait être malgré tout approuvé, avait décidé de proposer une solution de compromis, destinée à limiter autant que possible la portée de la Conférence et d'en retarder sa convocation. Les États membres de la CEE se déclarèrent disposés à s'aligner sur la position américaine, à la condition cependant qu'on élimine les critiques – même indirectes – contre le Marché commun³.

Face à la menace de Moscou, les États-Unis et la CEE s'entendent à ne pas présenter une attitude trop rigide. Garder les pays du Tiers Monde dans son camp, grâce à des mesures commerciales offertes ou négociées pour leur offrir une meilleure visibilité dans le commerce mondial, est un véritable enjeu de guerre froide. Pour les États-Unis, il n'est désormais plus question de leur demander de participer à la réduction du déficit américain.

Les stratégies des États-Unis et de la CEE

À partir de là, nous assistons aux grandes manœuvres aussi bien de la part des États-Unis que de la CEE. Ces derniers visent à atteindre plusieurs objectifs. La date de la Conférence doit être impérativement fixée en 1964, et non en 1963 comme cela est prévu. Des accords mondiaux sur les produits de base (le café, le cacao et le thé) sont en cours de négociation entre 1962 et 1963⁴. Puis, il faut absolument éviter la création d'une nouvelle organisation mondiale du commerce qui court-circuiterait le GATT. Pour cela, les discussions devraient insister sur l'effet « doublon » avec les autres institutions, chargées des mêmes problèmes économiques des pays en voie de développement, comme la FAO, le GATT, le FMI et la BIRD⁵. De même, elles devraient utiliser les conclusions

3 CE, BAC 3-1978 n° 1154 : Direction générale des relations extérieures, *Projet d'une conférence mondiale du commerce...*, 12 septembre 1962, *op. cit.*

4 *Ibid.*

5 CE, BAC 3-1978 n° 1154 : Direction générale des relations extérieures, Note d'information, *Réunion d'une Conférence mondiale du Commerce sous les auspices de l'ONU*, 26 septembre 1962.

de la Conférence du développement économique au Caire, qui a réuni 37 pays en juillet 1962, et qui respectent le cadre du GATT⁶. Enfin, mettre en évidence que les États africains et malgache associés (EAMA) soutiennent la CEE, pour faire taire les critiques des pays en voie de développement et de l'URSS⁷.

Après cette longue liste d'objectifs formulés par les États-Unis et la CEE, il est décidé de préciser ensuite une stratégie à l'ONU qui soit représentative du groupe occidental. Ce groupe réunirait l'OCDE (les États-Unis étant compris), la CEE et l'AELE, pour faire face au groupe du bloc soviétique⁸.

Les États-Unis insistent surtout sur la bonne impression que les pays industrialisés doivent offrir aux pays en voie de développement, au cours de cette conférence, afin de désamorcer leurs griefs. Cela signifie pour la CEE, alors accusée de néo-colonialisme, faire des concessions.

De plus, les États-Unis sont disposés à étudier les moyens d'accroître au maximum les possibilités d'exportation de produits manufacturés et semi-manufacturés des pays moins développés par l'application dans les pays atlantiques de politiques coordonnées visant à supprimer les restrictions à l'importation, de telle sorte que les deux marchés atlantiques se partagent plus équitablement les charges d'ajustement et les avantages commerciaux⁹.

Ainsi, le partage du fardeau de l'aide au développement ou le partenariat atlantique entre l'Europe de l'Ouest et les États-Unis serait réalisé, ce qui n'est pas encore le cas au sein du GATT.

Ces stratégies visent à élaborer l'ordre du jour de la première conférence. Une première victoire est à noter : la Conférence des Nations unies aura lieu en 1964. Dans le cadre de ces discussions, les États-Unis et la CEE retiennent la stabilisation des marchés des produits de base et l'élargissement des débouchés pour les pays en voie de développement. Le dernier point inclut l'étude des incidences causées par la création de la CEE (les États-Unis ne semblent pas avoir soutenu la demande de la Commission européenne d'éliminer toute critique contre la CEE). De même, les États-Unis sont favorables à la substitution aux importations et à la participation de l'URSS, pour accroître les exportations des pays en voie de développement. Toutefois, ils lui demandent de partager le fardeau de l'aide au développement au niveau commercial et de mettre fin au bilatéralisme¹⁰.

6 CE, BAC 3-1978 n° 1154 : Direction générale des relations extérieures, Note d'information pour le Comité de politique commerciale..., 11 octobre 1962, *op. cit.*

7 *Ibid.*

8 CE, BAC 3-1978 n° 1154 : OCDE, *Mémoire de la délégation des États-Unis concernant la conférence des Nations unies sur le commerce et le développement*, 17 décembre 1962.

9 *Ibid.*

10 *Ibid.*

Les États-Unis ont su présenter habilement leur réponse positive à l'organisation de cette Conférence, tout en impliquant l'URSS. Cette diplomatie fait penser à celle du plan Marshall. Ce plan a été proposé à toute l'Europe sans exception, mais l'URSS l'a rejeté. C'est par ailleurs la même attitude que l'URSS observe face aux propositions américaines. Il aurait été étonnant que l'URSS les accepte, car cela aurait remis en cause tout son système économique, fondé sur les échanges bilatéraux, tout comme le troc. L'aide au développement reste dorénavant une affaire réservée à chaque camp ; le bilatéralisme soviétique continuera à faire face au multilatéralisme occidental. D'après un échange entre l'ambassadeur américain à Paris et les représentants de la France à l'ONU (Maurice Viaud, Guy de Lacharrière et Renaud), la France considère qu'il ne faut pas contrer l'URSS dans le cadre de cette conférence. « Lacharrière a aussi pensé qu'il serait difficile de repousser toutes les initiatives du bloc soviétique. Il a pensé que ce serait une erreur de s'opposer à inscrire la discussion dans l'ordre du jour sur le commerce entre l'Est et l'Ouest, parce qu'il serait presque impossible de réussir à la bloquer¹¹ ». Néanmoins, tous sont d'accord pour éviter à tout prix la création d'une nouvelle organisation mondiale du commerce.

La version définitive de la Conférence

En 1964, l'ordre du jour, tel que l'avaient élaboré les États-Unis, est adopté lors de la première Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement. Cette Conférence deviendra un organe dépendant de l'Assemblée générale de l'ONU sous cet acronyme : la CNUCED. Cet organe n'a pas de pouvoir décisionnel et ne peut faire que des recommandations. Sont retenues dans l'ordre du jour les objectifs suivants : la stabilisation des marchés des produits de base, l'élargissement des débouchés pour les pays en voie de développement, la substitution aux importations et la participation de l'URSS à l'accroissement des exportations des pays en voie de développement. À la différence du GATT, cette Conférence de l'ONU retient la substitution des importations et la participation de l'URSS. Deux éléments qui feront la différence entre le GATT, inscrit dans le multilatéralisme occidental, qui réunit le « monde libre », et la CNUCED, inscrite dans le « multilatéralisme onusien » qui réunit tous les régimes politiques de la planète, communistes ou non. C'est en quelque sorte une façon de circonscrire le camp soviétique dans un espace dans lequel les États-Unis restent prudents : l'ONU. On peut considérer que deux modèles de développement vont désormais coexister : d'un côté, la division internationale du travail au GATT et, de l'autre, la substitution des importations à la CNUCED. En fait, ce sera en fonction des évolutions politiques. Par exemple, le Brésil a adopté la substitution des

11 JFK, NSF : Télégramme au secrétaire d'État, Washington, de Bohlen, Paris, 2 janvier 1963.

importations, jusqu'à l'arrivée de la dictature des colonels en 1964. En Amérique latine, la substitution des importations s'est surtout généralisée entre 1950 et 1965¹². L'Inde et le Pakistan l'ont aussi adoptée au cours de ces années, alors que le Pakistan est, en principe, un allié des États-Unis.

Les objectifs fixés par les États-Unis ont été remplis : ils sont d'accord pour cette organisation commerciale parallèle, mais à leurs conditions. Cependant, la CEE n'échappe pas aux critiques des pays en voie de développement. Le GATT entreprendra-t-il alors ces réformes cruciales pour le Tiers Monde sous l'influence de la CNUCED? C'est un risque pour la Commission européenne qui mentionne en effet : « l'examen des possibilités de réforme du GATT en liaison avec les conséquences à tirer de la première conférence sur le commerce et le développement¹³ ». Cette réforme concernera-t-elle l'introduction de clauses concernant les pays en voie de développement? En effet, la France, de son côté, semble essayer de trouver un apaisement au sein du GATT en suggérant aux représentants russes, alors en visite, d'insérer : « des clauses concernant les pays sous-développés et les pays à commerce d'État¹⁴ ». Ce sera chose faite en février 1965, lors du Kennedy Round. Un texte, qui porte sur le commerce et le développement, est ajouté comme un chapitre au GATT datant de 1947. C'est la partie IV, qui reprend les grandes lignes des objectifs de la première conférence de la CNUCED. Cependant, comme Charles-Emmanuel Côté l'explique : « néanmoins, la partie IV demeurerait avant tout symbolique et se contentait de prendre acte de la situation des pays en développement et de la nécessité de faire des efforts positifs pour ceux-ci dans le système commercial multilatéral, tant au plan de l'action individuelle des parties contractantes que de leur action collective¹⁵ ».

La partie IV du GATT semble avoir eu pour effet de court-circuiter la CNUCED sur son propre terrain. L'offensive des pays en voie de développement au sein du GATT s'est transformée en un chapitre consensuel inséré en 1965 dans le GATT. Et la CNUCED ne dispose d'aucune influence sur le GATT, si ce n'est de faire des recommandations. Ainsi, le GATT reste la principale référence pour le commerce international et la CNUCED devient son antichambre, même si celle-ci est dirigée par l'économiste Raúl Prebisch.

12 Oscar Altimir, « Industrialisation des pays d'Amérique latine : perspective historique », *Tiers-Monde*, vol. 29, n° 115 « Industrialisation et développement. Modèles, expériences, perspectives » sous la direction d'Abdelkader Sid Ahmed, 1988, p. 583.

13 CE, BAC 144-1992 n° 270 : *Procès-verbal spécial de la Commission, Premier bilan sur la conférence mondiale des Nations unies sur le commerce et le développement*, séance du 22 juillet 1964.

14 CE (FI), MAEF, n° 311 : Note d'Olivier Wormser (ministère des Affaires étrangères de la France), sur la visite de Spitzky (ministre conseiller près l'ambassade de l'URSS), 23 avril 1963.

15 Charles-Emmanuel Côté, « De Genève à Doha : genèse et évolution du traitement spécial et différencié des pays en développement dans le droit de l'OMC », *McGill Law Journal/Revue de droit de McGill*, vol. 56, n° 1, décembre 2010, p. 115-176, p. 133-134.

**LES ACCORDS MONDIAUX SUR LES PRODUITS TROPICAUX :
UNE « SOLUTION POLITIQUE » DES ÉTATS-UNIS**

Il s'agit de mesures commerciales internationales qui se situent hors du GATT. Elles concernent des produits de base, le café, le cacao, l'huile de palme, les bananes, le sucre, les bois tropicaux, le caoutchouc, le coton, le zinc, le plomb et l'étain. De même, ces négociations comprennent des produits liés à la PAC de la CEE : les céréales, le riz, le vin, les fruits et l'huile d'olive. Ces accords bilatéraux sont conclus entre les pays producteurs-exportateurs et les pays importateurs, c'est-à-dire entre les États-Unis, l'Europe de l'Ouest et les pays en voie de développement.

Comme ces produits sont en surproduction, ils finissent par être stockés à cause de la chute des prix depuis les années 1950. Ces accords en question visent à équilibrer l'offre et la demande, en instituant des quotas de production et parfois des fonds de stabilisation de prix. C'est une forme de régulation du marché qui concerne une ressource naturelle, essentielle pour l'économie d'un pays producteur-exportateur. Ces accords peuvent déboucher sur la formation d'une organisation intergouvernementale concernée par un produit. L'exemple le plus connu est l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), mais qui ne regroupe que des pays producteurs-exportateurs. C'est pourquoi l'OPEP n'est donc pas une organisation qui a pour fondement un accord commercial entre pays exportateurs et importateurs. Le véritable exemple est l'Organisation internationale du café de 1962, fonctionnant encore de nos jours sur la base d'un accord commercial entre les pays producteurs et les pays consommateurs.

La Charte de La Havane de 1948

Même si ces accords ne sont pas conclus dans le cadre multilatéral, ils sont néanmoins recommandés par le GATT et se situent dans la droite ligne de la Charte de La Havane de 1948. Mais cette Charte n'avait pas été ratifiée en 1948 et l'Organisation internationale du commerce n'avait pu voir le jour.

Pourtant, ce document juridique reste une référence pour négocier les accords mondiaux sur les produits de base, en particulier le chapitre VI intitulé « Accords intergouvernementaux sur les produits de base ». L'article 55 définit le contexte pour les conclure :

Les États membres reconnaissent que les conditions de production, d'échange et de consommation de certains produits de base sont telles que le commerce international de ces produits peut être sujet à des difficultés spéciales, telles que la tendance à un déséquilibre persistant entre la production et la consommation, l'accumulation de stocks pesant sur le marché et des fluctuations prononcées des prix. Ces difficultés spéciales peuvent causer des préjudices graves aux

intérêts des producteurs et des consommateurs et se propager de façon à compromettre la politique générale d'expansion économique. Les États membres reconnaissent que ces difficultés peuvent, le cas échéant, exiger un traitement spécial du commerce international de ces produits par le moyen d'accords intergouvernementaux¹⁶.

Cette Charte a aussi prévu les situations de déséquilibre entre l'offre et la demande. Pour cela, l'article 62 préconise une coopération internationale entre les gouvernements concernés pour intervenir exceptionnellement sur le marché.

256 La stabilisation des marchés de matières premières est une idée forte de John M. Keynes. Celui-ci l'a exposée dans un article de l'*Economic Journal*¹⁷ paru en 1938. En effet : « Keynes avait été un partisan, dès avant la guerre, de la stabilisation des prix des matières premières par le biais de stocks régulateurs internationaux et d'accords sur les produits de base¹⁸ ». Son idée est de créer des stocks régulateurs internationaux (*Commod Controls*), gérés par une Organisation internationale du commerce (OIC). Même si l'OIC n'a pu exister, cette idée a été reprise par la CNUCED, sous la forme d'un Programme intégré pour les produits de base¹⁹.

On s'aperçoit que la CNUCED se distingue d'une manière assez radicale par rapport au GATT, même si elle n'a pas de pouvoirs décisionnels. Elle reprend la substitution des importations de Prebisch-Singer, considérée à cette époque comme une vraie solution pour les pays en développement. De même, elle reprend une idée de Keynes, contenue dans la charte de La Havane, elle-même considérée comme la plus favorable à ces mêmes pays. Tout se passe comme si la CNUCED avait voulu rattraper le temps perdu ou encore les occasions manquées.

Un moyen de relancer les exportations américaines

Au début de l'année 1963, les États-Unis tentent de conclure des accords mondiaux, plus particulièrement sur le café, le cacao, le sucre et les bananes, afin de : « fixer des plus hauts prix et d'apporter une plus grande stabilité dans

16 Acte final de la Conférence des Nations unies sur le commerce et l'emploi tenue à La Havane (Cuba), du 21 novembre 1947 au 24 mars 1948, *Charte de La Havane instituant une organisation internationale du commerce* [en ligne : http://www.wto.org/french/docs_f/legal_f/havana_f.pdf], consulté le 7 février 2015.

17 John M. Keynes, « The Policy of Government Storage of Food-Stuffs and Raw Materials », *Economic Journal*, vol. 48, n° 191, septembre 1938, p. 449-460.

18 Hans W. Singer, « La création de la CNUCED et l'évolution de la pensée contemporaine sur le développement », *Tiers-Monde*, vol. 35, n° 139, p. 496.

19 *Ibid.*, p. 497.

les recettes d'exportations pour les pays moins développés²⁰». Rappelons que la baisse des prix de ces produits primaires est de l'ordre de 20 % entre 1951 et 1962, et de 30 % pour les produits agricoles tropicaux. Si l'on reprend une étude de la CNUCED, les produits connaissant une très grande instabilité des prix ou même vers la baisse sont : « le café, le cacao, le thé, les fruits et légumes, les céréales et tubercules, la canne à sucre, les oléagineux, les épices, le tabac, les fibres textiles, le caoutchouc et la gomme, le bois et ses dérivés²¹ ». Cette baisse est d'autant plus importante que les revenus tirés des exportations se concentrent pour la plupart des pays en voie de développement sur un seul produit minéral ou agricole (parfois deux ou trois en fonction de la richesse du pays en ressources naturelles).

Dans le cadre de cet accord commercial, seraient mis en place des quotas d'exportations et des contrôles sur la production pour résoudre le problème de la surproduction. Sur ce point, nous pouvons réfuter un argument, à savoir que les États-Unis sont opposés à ces quotas d'exportations et qu'ils préfèrent des quotas de vente²². De même, les États-Unis souhaitent instaurer un mécanisme de « financement compensatoire », pour annuler les effets des fluctuations des prix, afin de garantir les programmes de développement. Ce mécanisme serait pris en charge par le FMI²³. Telles sont les principales modalités proposées dans un tel accord bilatéral.

Cependant, les pays en développement ne semblent pas être d'accord avec ces modalités. D'après un responsable du département d'État : « les pays moins développés sont extrêmement réticents à négocier les contrôles sur la production et les exportations. [...] Il est impossible d'obtenir des accords de la part des pays producteurs qui autorisent les pays consommateurs à avoir un mot à dire sur la distribution des revenus en augmentation grâce à des prix plus élevés²⁴ ». Cela voudrait-il dire que les pays producteurs en voie de développement refusent ces contrôles au nom de leur souveraineté nationale? Ces contrôles posent le problème de l'ingérence dans les affaires économiques d'un pays. L'absence de contrôle est générale au niveau de l'aide au développement, que ce soit dans le cadre commercial ou dans le cadre de l'assistance financière. Ici, on met le doigt sur une faille béante de l'aide au développement qui a conduit à des

20 NA, RG 40, Holton : *Report of Meeting at State Department on Commodity Policy au secrétaire du Commerce*, de Behrman (département du Commerce), 29 janvier 1963.

21 J. Touscoz, « La coopération internationale... », art. cit., note 1, p. 541.

22 Pierre-Michel Eisemann, « L'Accord international sur le cacao », *Annuaire français de droit international*, vol. 21, 1975, p. 738-766.

23 NA, RG 40, Holton : *Mémorandum au secrétaire du Commerce, Resume of the February 21 Meeting of the Interdepartmental Committee of Under Secretaries on Foreign Economic Policy*, de Richard H. Holton, 21 février 1963.

24 NA, RG 40, Holton : *Report of Meeting at State Department...*, 29 janvier 1963, *op. cit.*

détournements de fonds. En effet, il n'existe pas non plus de contrôle instauré par le gouvernement lui-même qui reçoit cette aide.

Quant à la fixation de plus haut prix sur ces produits tropicaux, le risque est de voir se développer des matières synthétiques de substitution meilleur marché, comme cela est souligné par un responsable du département du Commerce²⁵. C'est ce qui se produira, par exemple, pour le caoutchouc. « Quelles sont les implications pour les pays développés d'un monopole de prix fixé par un accord sur un produit ? Les importations des matières premières coûteront plus cher, mais le volume des importations des pays exportateurs augmentera²⁶ ». Tel est le constat du Comité interdépartemental des sous-secrétaires sur la politique économique étrangère. « Ainsi, l'effet négatif sur la balance des paiements américaine serait probablement très mince ou inexistant²⁷ ». Ces revenus servent en grande partie à acheter des produits manufacturés dans les pays industrialisés dont les prix ont augmenté de 10 % depuis environ une décennie.

258

Comment fixer alors des prix plus élevés pour l'exportation des produits tropicaux ? En ce qui concerne le café : « il faudrait réduire la production pour augmenter les prix progressivement entre 40 et 50 % des niveaux actuels. Cela ajouterait 500 millions de dollars aux revenus des pays producteurs de 1961 et 730 millions de dollars en 1971²⁸ ». Pour le cacao : « l'accord devrait s'établir à une moyenne de prix de 20 % au-dessus du niveau actuel, ce qui ajouterait 80 millions de dollars aux revenus de 1961 et 100 millions²⁹ en 1971 ».

Il reste encore à régler le problème des contrôles des recettes d'exportations et de la production ainsi que l'établissement d'un prix international ou d'un prix monopole. Du point de vue politique, il est délicat de présenter, de la part des États-Unis, ces accords mondiaux sur les produits, comme un substitut à l'aide étrangère aux pays en développement. Ceux-ci pourraient alors s'en inquiéter. Mais cette volonté affichée d'augmenter les prix a un très fort impact sur ces pays : « C'est une solution qui suscite des émotions chez eux et qui est très déterminante dans leurs esprits³⁰ ». Serait-ce alors l'argument clé pour convaincre ces pays de rester dans le camp occidental ou pour le rejoindre ? En effet : « le bloc [soviétique] ne pourrait plus être en position d'acheter ces

25 *Ibid.*

26 *Ibid.*

27 NA, RG 40, Holton : Département d'État, Comité interdépartemental des sous-secrétaires sur la politique étrangère économique, *Summary of Meeting on February 21, 1963*, 1^{er} mars 1963.

28 NA, RG 40, Holton : Mémoire au secrétaire du Commerce, *Resume of the February 21 Meeting of the Interdepartmental Committee of Under Secretaries on Foreign Economic Policy*, de Richard H. Holton, 25 février 1963.

29 *Ibid.*

30 NA, RG 40, Holton : Département d'État, Comité interdépartemental des sous-secrétaires sur la politique étrangère économique, *Summary...*, 1^{er} mars 1963, *op. cit.* Les citations suivantes sont extraites du même document.

produits bon marché ou de présenter les avantages bilatéraux ou encore de troquer des accords aux résultats politiques indésirables pour nous ».

Quant aux modalités des contrôles à instaurer dans les pays producteurs, c'est aussi un aspect délicat à faire valoir auprès de ces pays, comme le département du Travail le fait observer : « Si les bénéfices vont à un Trujillo ou à une entreprise américaine qui détient un monopole, ce serait une situation très dangereuse et nous pourrions avoir un autre Cuba ». Quant à l'Agence internationale de développement (AID), liée au département d'État, elle considère que : « l'argument en faveur des accords sur les produits est que, bien qu'inefficaces, ce sera moins pénible ou moins visible pour obtenir des fonds que d'aller au Congrès ». Cependant, le département du Commerce ne semble pas être du même avis que l'AID : « nous avons mis en valeur les difficultés pour contrôler un programme d'aide financé de cette façon parce que les recettes tirées d'un prix du café élevé par exemple, pourraient bien aller dans les poches des propriétaires des plantations qui n'investiraient pas nécessairement dans le programme de développement du pays³¹ ».

De même, si l'on présente ces accords sous une forme d'aide, cela signifiera que les contrôles seront bien plus détaillés sur l'utilisation de ces recettes d'exportations par ces pays producteurs. « Cela pourrait dire que nous [les États-Unis] serions plus impliqués dans les affaires intérieures que dans un programme de l'AID. Nous sommes déjà critiqués pour nos nombreuses interventions³² ». Finalement : « c'est un plan politique. Ces pays savent que les conditions du commerce sont contre eux. C'est un facteur à prendre en considération dans nos relations politiques et qui vaut la peine d'améliorer³³ ».

Tous ces arguments cités en faveur des accords commerciaux, qui pourraient remplacer l'aide étrangère américaine, sont assez édifiants. Ces accords prennent alors un sens politique : il s'agit de garder ces pays dans le camp occidental. Le contexte de la guerre froide prend le pas sur les considérations du développement. Cela n'empêche pas les départements d'Agriculture et d'État d'être les plus enthousiastes pour ce genre de programme d'aide au développement à travers les accords commerciaux.

Un autre aspect est à prendre en considération : l'assistance financière au développement augmentera pour compenser la baisse des prix des produits tropicaux. Ainsi :

31 NA, RG 40, Holton : Mémoire au secrétaire du Commerce..., 25 février 1963, *op. cit.*

32 NA, RG 40, Holton : Département d'État, Comité interdépartemental des sous-secrétaires sur la politique étrangère économique, *Summary...*, 1^{er} mars 1963, *op. cit.*

33 *Ibid.*

Les pays développés de l'Ouest ont apporté une réponse aux problèmes des pays moins développés en augmentant l'aide financière. Les subventions et prêts occidentaux ont augmenté de 3,7 milliards de dollars en 1956 à 6,5 milliards de dollars en 1961 et comptent maintenant pour un quart de la valeur des exportations des pays sous-développés. Cela a eu pour résultat d'annuler le bénéfice des exportations. Mais le poids de la dette a augmenté plus rapidement que l'aide et l'estimation est que, pour avoir une augmentation annuelle de 3,5 % par revenu d'habitant dans ces pays, il faudrait un investissement supplémentaire de 7 à 8 milliards de dollars³⁴.

260 Or les investissements réalisés dans ces pays ne sont pas à la hauteur des enjeux. En effet : « depuis 1956, [ils sont] de 2,4 milliards de dollars par an et se concentre[nt] surtout dans les industries extractives, le pétrole et les minéraux. En 1961, il y a eu une baisse abrupte des investissements privés américains en Amérique latine³⁵ ». Il n'est donc pas possible de compter sur ces investissements privés pour répondre aux besoins immédiats de ces pays. D'où la nécessité de l'aide au développement.

L'intérêt de ces accords mondiaux sur un produit tropical à prix plus élevés est d'établir un circuit fermé de vente et d'achat entre les pays importateurs-consommateurs et les pays producteurs-exportateurs. L'effort consenti par les pays industrialisés-consommateurs est en fait compensé par l'achat de produits manufacturés par les pays en voie de développement – producteurs, grâce aux bénéfices tirés de leurs prix élevés. De même, la politique extérieure des États-Unis observe toujours cette règle depuis la fin de la guerre : toute aide financière à la reconstruction ou au développement est assortie de l'obligation d'acheter en retour des produits américains, comme cela s'est passé pour le plan Marshall en Europe et pour l'aide étrangère bilatérale (*Foreign Aid*) entre les États-Unis et un pays du Tiers Monde. Le juriste Jean Touscoz le précise :

Dans les échanges internationaux de ce type [sur les produits agricoles], les pays de l'OCDE ont une action puissante (qui fausse le libre jeu du marché) et fixent les cours de la plupart des produits, quel que soit le niveau de l'offre et de la demande dans les pays du Tiers Monde, soit parce qu'ils sont gros producteurs eux-mêmes (aliments pour animaux, margarines et graisses, céréales), soit parce qu'ils mettent en place des mécanismes d'aide conditionnelle obligeant les pays « aidés » à acheter ou vendre à un cours forcé³⁶.

34 NA, RG 40, Holton : Mémoire au secrétaire du Commerce..., 25 février 1963, *op. cit.*

35 *Ibid.*

36 J. Touscoz, « La coopération internationale... », art. cit., p. 548.

Cela permet aux États-Unis de réaliser l'objectif de relancer leurs exportations pour réduire le déficit de leur balance de paiements. Au bout du compte, les pays du Tiers Monde y participent dans le cadre des accords commerciaux.

En 1960, le département du Trésor a voulu déjà rectifier cette situation non viable : les pays en développement dépensent les dollars, reçus des États-Unis dans le cadre de l'aide au développement, mais en Europe de l'Ouest pour l'acquisition de biens manufacturés³⁷. Cette fois-ci, grâce aux accords commerciaux, les dollars obtenus grâce aux recettes d'exportations devront être dépensés aux États-Unis. La boucle est bouclée. Le volume des liquidités internationales en dollars pourrait être plus stable grâce à cette forme de participation du Tiers Monde.

Du fait de la non-réciprocité accordée par le GATT et validée par le prochain Kennedy Round, les exportations américaines n'auraient pas pu augmenter vers le Tiers Monde. Et surtout au regard des difficultés pour obtenir des Européens une réduction de 50 % des droits de douane. Serait-ce donc une solution de rechange ? Les accords commerciaux et les programmes d'aide au développement, se situant hors du GATT, peuvent en fait réaliser cet objectif. C'est là un grand paradoxe. Le commerce mondial géré dans le cadre multilatéral voit se multiplier les exceptions à la règle à cause de l'inégalité entre les partenaires commerciaux.

Si ces accords mondiaux peuvent augmenter les prix de ces produits tropicaux, considérés comme prioritaires par les États-Unis : « il ne sera plus nécessaire de maintenir un gros budget d'aide économique à l'étranger³⁸ ». Dans ce cas, le partage du fardeau de l'aide au développement sera diminué ou reconverti dans le circuit commercial, ce qui allègera aussi la balance des paiements américaine. Le département du Commerce considère en effet : « les accords de contrôles [...] seraient une étape positive vers une distribution internationale plus équitable des coûts de l'aide économique parce que l'Europe de l'Ouest partagerait de cette manière une plus grande part de ce fardeau qu'aujourd'hui³⁹ ».

Il s'avère que les bénéfices économiques de ces accords commerciaux ont été supérieurs aux réticences politiques exprimées par les départements du Travail et du Commerce. Les départements d'État, du Trésor et d'Agriculture ont été les plus convaincants. C'est pourquoi le gouvernement de Kennedy mise sur ces accords commerciaux dans les deux sens : aider les pays en développement

37 NA, RG 56, GHW : *Comments on Bureau of the Budget's Report on Impact of the Mutual Security Program upon the International Payments Position of the US*, de Schaffner (département du Trésor), 11 mai 1960.

38 NA, RG 40, Holton : *Mémoire au secrétaire du Commerce...*, 25 février 1963, *op. cit.*

39 *Ibid.* Précisons que ces accords de contrôles concernent le niveau des prix et de la production, et non les contrôles des recettes d'exportation.

tout en relançant les exportations américaines. C'est la formule du « donnant-donnant ». Après les accords sur le café et le cacao, le gouvernement américain souhaite en conclure d'autres, en 1963, sur le thé, le sucre et les bananes.

Au moins 25 pays pourraient bénéficier d'une manière substantielle des hauts prix de ces produits. La plus grande concentration de ces bénéficiaires serait en Amérique latine, avec 60 % des exportations de sucre, 70 % de café et 80 % de bananes. Les contrôles sur le cacao et le thé aideraient en Afrique (75 % des exportations de cacao) et en Asie (85 % des exportations de thé)⁴⁰.

Ce serait en effet un moyen de renforcer l'Alliance pour le progrès, lancé en Amérique latine depuis mars 1961. L'Alliance pour le progrès n'attire pas assez les capitaux privés dont elle dépend pour son succès. Cependant, l'absence de contrôles sur les recettes d'exportation n'a guère contribué non plus à l'industrialisation des pays concernés à cause du détournement de fonds.

262

Deux exemples d'accords mondiaux : le café et le cacao

L'accord mondial sur le café, conclu en septembre 1962, est officialisé en 1963 avec la création de l'Organisation internationale du café dont le siège est à Londres. Il existe déjà des accords à court terme entre les pays producteurs et consommateurs depuis 1959-1960. Toutefois, l'avantage de cet accord mondial est de négocier sur le long terme. « L'un des facteurs clés qui a favorisé le passage à un accord à long terme a été un changement dans la politique américaine, exprimé par le président Kennedy dans son discours sur l'Alliance pour le progrès du 13 mars 1961, dans lequel il déclarait que les États-Unis étaient prêts à coopérer à l'examen sérieux des problèmes du marché des produits de base⁴¹ ». Ce genre d'accord a pour particularité d'être supervisé par les Nations unies elles-mêmes. C'est pourquoi une conférence s'est tenue à : « l'ONU à New York du 9 juillet au 25 août 1962, sous la présidence de Monsieur Mitchell W. Sharp [Canada], et a adopté les dispositions d'un nouvel accord à long terme qui a été formellement approuvé lors d'une réunion d'une journée le 28 septembre 1962 ».

Puis, le niveau du prix du café se situe dans : « [...] une fourchette de prix indicatif de 38 à 44 cents de dollar la livre et a habilité le Conseil exécutif à adapter les quotas dans certaines limites si les prix sortaient de la fourchette ». Et surtout : « les négociations sur les fourchettes de prix, les quotas mondiaux et les parts de marché ont été âprement disputées entre des pays dont les intérêts

⁴⁰ *Ibid.*

⁴¹ Organisation internationale du café, *L'Organisation internationale du café 1963-2013 : cinquante ans au service de la communauté mondiale du café* [en ligne : <http://dev.ico.org/documents/cy2012-13/history-ico-50-years-f.pdf>], consulté le 7 février 2015.

spécifiques pouvaient varier considérablement⁴² ». Est-ce pour cela que l'accord international sur le café signé en 1962 ne comprend aucun pays membre de la CEE ?

Quant à l'accord mondial du cacao, il n'aboutit pas en ces années 1962 et 1963. « Les confrontations d'intérêts opposés expliquent la lenteur des négociations en vue d'un accord international⁴³ ». La première conférence des Nations unies a lieu du 26 septembre au 24 octobre 1963.

[...] On évoqua divers problèmes comme l'imposition de quotas de vente variables aux pays produisant plus de 10000 tonnes par an (exception faite de ceux qui ne produisaient que du cacao « fine » ou « flavour », c'est-à-dire la meilleure qualité), la fixation d'un prix international et la création d'un fonds financé par les importateurs pour aider les pays producteurs à supporter la charge des stocks qu'impliquait automatiquement le respect des quotas. Ne pouvant que constater les profondes divergences concernant notamment le problème des prix et celui des quotas, la Conférence s'ajourna en laissant au secrétaire général le soin de poursuivre l'examen de la question⁴⁴.

Selon la Commission européenne : « on ne saurait cacher notamment qu'il n'y a pas eu d'attitude communautaire lors de la discussion du projet de la FAO d'accord sur le cacao ». Le projet a échoué sur : « l'écart entre les niveaux de prix demandés, d'une part, par les producteurs, et proposés, d'autre part, par les consommateurs. Les deux principaux pays consommateurs de la CEE ont appuyé la position du principal consommateur mondial, les États-Unis, alors que les quatre autres pays ont adopté une attitude sensiblement plus favorable aux producteurs⁴⁵ ». Ces négociations se poursuivent alors pendant 19 ans et finissent par un accord en 1972, en créant l'Organisation internationale du

42 En 1962, *les membres exportateurs* de l'Accord international du café sont : Angola (anc. Province du Portugal), Bénin (Dahomey en 1962), Bolivie, Brésil, Burundi, Cameroun, Colombie, Congo, République démocratique du Congo, République du Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Équateur, El Salvador, Éthiopie, Gabon, Ghana, Guatemala, Guinée, Haïti, Honduras, Inde, Indonésie, Jamaïque, Kenya, Liberia, Madagascar, Malawi, Portugal, Nicaragua, Nigeria, Panama, Papouasie – Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Portugal, République centrafricaine, République dominicaine, Rwanda, Sierra Leone, Tanzanie, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Ouganda, Venezuela, Vietnam, Yémen, Zambie et Zimbabwe. *Les membres importateurs* sont : Argentine, Australie, Canada, Chili, Portugal, Chypre, République tchèque (Tchécoslovaquie en 1962), Danemark, Finlande, Pays-Bas, Suède, États-Unis d'Amérique, Israël, Japon, Nouvelle-Zélande, Norvège, Suisse, Tunisie, URSS.

43 Pierre-Michel Eisemann, « L'Accord international... », art. cit.

44 *Ibid.*

45 CE, BAC 25-1980 n° 213 : Direction générale des outre-mer, *Groupe de travail sur l'aide au développement : Inventaire des mesures prises par la CEE ayant une incidence directe ou indirecte sur les pays en voie de développement*, 9 juillet 1964.

cacao dont le siège se trouve aussi à Londres et dans le même bâtiment que celui de l'Organisation internationale du café.

D'autres accords ont pu être conclus durant la décennie 1960 sur d'autres produits : l'étain (1961), le sucre (1959), le blé (1959) et l'huile d'olive (1963), ainsi que les textiles de coton (1962), la laine, le caoutchouc, le riz, le coton, le plomb et le zinc⁴⁶. Mais ces accords ne rassemblent pas toujours tous les pays importateurs et producteurs concernés par le produit, ce qui a nui à leur efficacité. « D'autre part, si ces accords ont achoppé en pratique sur la révision périodique des contingents d'exportation, c'est parce qu'ils sont généralement conclus sur la base de compromis qui, tendant à ne léser personne, ne satisfont pleinement aucun des partenaires⁴⁷ ».

Si l'on se réfère au graphique 4, les prix de ces produits tropicaux les plus âprement négociés ont certes un peu augmenté de 1963 à 1964. Ces années correspondent aux négociations dans le cadre des accords commerciaux, ou encore dans le cadre du GATT. Toutefois, cette augmentation stagne ou ne se confirme pas l'année suivante.

264

LA RÉUNION DU GATT EN MAI 1963

La réunion ministérielle du GATT de mai 1963 permet de définir les grandes orientations des prochaines négociations commerciales du GATT, le Kennedy Round, qui commencera un an plus tard.

Tout d'abord : « les parties contractantes avaient convenu que la réunion ministérielle devrait avoir pour objet d'examiner un programme de libéralisation et d'expansion effective du commerce des produits primaires et secondaires⁴⁸ ». Et elles acceptent l'objectif d'éliminer complètement les obstacles sur les produits tropicaux⁴⁹. Ainsi :

Les pays industrialisés s'engageaient entre autres à geler la protection tarifaire à l'égard des produits présentant un intérêt particulier pour les pays en développement, à admettre les produits tropicaux en franchise de douane, à éliminer les droits de douane sur les produits de base et sur les produits manufacturés et semi-manufacturés en provenance des pays en développement,

⁴⁶ *Ibid.*

⁴⁷ Pierre-Michel Eiseman, « L'Accord international... », art. cit., p. 554.

⁴⁸ CE, BAC 6-1966, n° 7 : Conseil, *Rapport du Comité spécial de l'article 111, Préparation de l'attitude de la Communauté en ce qui concerne la réunion ministérielle et les nouvelles négociations envisagées dans le cadre du GATT*, 30 avril 1963.

⁴⁹ GATT, *Committee on Trade and Development, Ninth Session, Annotated Provisional Agenda for Session on 26 July 1967, Evaluation of the Kennedy Round and further consideration of problems of developing countries taken up in the trade negotiations*, 21 juillet 1967.

ainsi qu'à réduire les taxes intérieures sur les produits provenant principalement ou entièrement de ces pays⁵⁰.

Cependant, les pays en voie de développement s'opposent : il y a ceux qui veulent conserver les tarifs préférentiels et ceux qui veulent la concurrence libre sur les produits tropicaux⁵¹.

De son côté, la CEE rappelle les enjeux des concessions à offrir aux pays en voie de développement :

Une attitude compréhensive des pays industrialisés à cet égard [aux problèmes des pays en voie de développement] paraît nécessaire, dans la mesure où ces pays attachent de l'importance à ce que les pays en voie de développement continuent à collaborer dans le cadre du GATT et ne s'orientent pas vers d'autres organisations pour régler leurs difficultés commerciales⁵².

On retrouve la première préoccupation des États-Unis lors de la création de la CNUCED, soutenue par l'URSS. L'enjeu du Kennedy Round sera de rassembler tous ces pays du monde occidental en un seul ensemble homogène grâce au commerce mondial. Le souhait de la prospérité pour tous sera de courte durée.

Les théories de développement, comme celle de Walt Rostow, Raúl Prebisch et d'autres encore, ne trouvent guère leur place au GATT. Mais un autre modèle du développement se met en place à travers cette institution, alors chargée de sa mise en œuvre au niveau du commerce mondial : la division internationale du travail. Ainsi, les exportations de matières premières par les pays en développement sont considérées comme participant à leur développement.

L'accumulation du capital grâce aux échanges favoriserait l'essor économique du pays. La réalité permet difficilement de valider cette théorie : les prix à l'exportation de leurs matières premières sont bas ou fluctuent trop ; les marchés des pays industrialisés sont protectionnistes ; les importations de biens manufacturés ne cessent d'augmenter, ainsi que les prix. Par conséquent, les pays en développement connaissent des difficultés pour garder les devises internationales à cause du coût de ces importations. De même, ils connaissent des difficultés pour développer les industries locales à cause des importations de biens manufacturés liées à l'aide au développement. Ces importations ne sont pas soumises à des limites.

50 GATT, *Mesures à prendre en vue de l'expansion du commerce des pays en voie de développement, considérée comme un moyen de favoriser leur développement économique*, 21 mai 1963, 21^e session, sup. n° 12 IBDD (1964) 36, cité par Charles-Emmanuel Côté, « De Genève à Doha... », art. cit., p. 133.

51 GATT, *Committee on Trade and Development...*, 21 juillet 1967, *op. cit.*

52 CE, BAC 6-1966, n° 7 : Conseil, *Rapport du Comité spécial de l'article 111*, 30 avril 1963, *op. cit.*

Dans le cadre des accords commerciaux sur des produits de base les plus importants, le café, le thé, le cacao, etc., le développement est aussi faussé. L'absence de contrôle sur les recettes d'exportations tirées de ces accords cause un grave préjudice au pays lui-même. Ces recettes seront facilement détournées par les gouvernements.

En fin de compte, ces deux ressources financières, l'une produite par la division internationale du travail dans le cadre du GATT, l'autre par les accords commerciaux sur les produits tropicaux hors du GATT, ne permettront pas ou alors très peu de favoriser le développement du pays. Cela concerne l'Amérique latine, l'Afrique et l'Asie. Quant à la relance des exportations des États-Unis, cela semble aussi très relatif si les recettes sont destinées à d'autres usages que l'achat de leurs produits manufacturés – à moins qu'un pourcentage déterminé à l'avance sur ces recettes ne soit obligatoirement réservé à ces achats.

266

Au sein du gouvernement de Kennedy, le département du Trésor ne partage pas la vision de celui de l'État, sauf sur les bénéfices des accords commerciaux. Dillon aurait-il influencé Kennedy sur le sens de l'aide au développement ? Au départ, Kennedy est plus sensible à la théorie de développement de Rostow. Cependant, en 1963, il reconnaît lui-même que l'Alliance pour le progrès n'est pas un succès. Selon son conseiller, Théodore Sorensen, Kennedy a fini par reconnaître que les militaires sont souvent plus compétents dans la gestion administrative du pays que certains présidents démocratiquement élus⁵³. Peut-être cette situation l'a-t-elle fait changer d'avis ? Mais Kennedy est aussi un président pragmatique.

Le mot de la fin de cette troisième partie revient au département du Commerce. Celui-ci considère le commerce avec les pays moins-développés comme : « un problème extrêmement épineux qui nécessite d'y réfléchir sérieusement au sein du gouvernement⁵⁴ ».

53 Theodore Sorensen, *Kennedy*, New York, Smithmark, 1965.

54 NA, RG 40, ExeSec : 13 décembre 1962, *op. cit.*

GLOSSAIRE

Bilatéralisme : Accord exclusif entre deux pays. Ce système a longtemps caractérisé les régimes soviétique et nazi ; il a été particulièrement combattu par le département du Trésor des États-Unis en Europe de l'Ouest au lendemain de la guerre. Le risque d'un accord bilatéral est, pour l'un des partenaires, d'être confronté à l'insolvabilité de l'autre. De nos jours, on assiste à une recrudescence d'accords commerciaux bilatéraux en-dehors de l'OMC.

Coopération régionale (caractérisée soit par la zone, soit par l'association, ou encore par l'accord de libre-échange) : Elle est plus libérale que l'intégration régionale (voir ci-dessous). La zone de libre-échange ne s'occupe que de la suppression des barrières douanières et de la libre circulation des marchandises entre les pays membres. Pour cela, elle ne cherche pas à unifier les marchés nationaux en un seul, puisque ces pays membres gardent toute leur souveraineté nationale. Le modèle par excellence est l'Association de libre-échange du Nord de l'Amérique (ALENA).

Coopération internationale : Mode de relations diplomatiques entre les États au sein d'une organisation internationale, qui préserve leur souveraineté et leurs frontières nationales.

Intégration régionale (caractérisée par le Marché commun ou la communauté) : Elle vise à intégrer des marchés nationaux pour en former un seul, dans le cadre institutionnel d'une région. Ce mode atteint une homogénéité tant dans les normes adoptées par les pays membres que dans la cohérence de leurs politiques économiques. Cette intégration régionale, en général économique, est particulièrement caractérisée par la concession d'une partie plus ou moins importante de la souveraineté nationale des pays membres. Le modèle par excellence est l'Union européenne (UE).

Libéralisation : La libéralisation des échanges vise à les favoriser dans le sens d'un accroissement du libéralisme. Cela se traduit par une ouverture des échanges encore plus importante grâce à la baisse des tarifs douaniers et des obstacles invisibles.

Multilatéralisation : Il s'agit d'un concept né pour marquer la fin de la guerre froide et dépasser les antagonismes idéologiques. Il vise à expliciter le concept de mondialisation, très critiqué et vague, et par là même à le remplacer. Il précise en effet que le point de départ est le système multilatéral de 1945 à nos jours et que le mot *fin* n'est pas encore écrit. Il introduit aussi la question de l'interaction entre l'institution, l'État et le marché. Enfin, il induit que le capitalisme est en cours de mutation au cours de cette période, puisqu'il se démarque du capitalisme industriel du XIX^e siècle aux années de la Grande Dépression. Il met aussi en valeur la diffusion dans l'espace de ce système international, en partant des États-Unis et de l'Europe de l'Ouest, vers l'Asie, le Pacifique, l'Afrique et le monde entier après 1989.

296

Multilatéralisme (aussi appelé « nouvel ordre économique mondial ») : N'étant pas une théorie économique, le multilatéralisme est une doctrine fondée sur un équilibre, ou une moyenne, entre le libéralisme d'Adam Smith et l'interventionnisme de John Keynes. Il a été conçu par Cordell Hull et son équipe après la crise de 1929 et pendant la Seconde Guerre mondiale, au sein du gouvernement américain de Franklin D. Roosevelt. Il a été mis en place à partir de 1945 et s'appuie sur les institutions multilatérales (internationales, comme l'ONU, l'OMC, le FMI, l'OIT..., et régionales, comme l'Union européenne, l'Union africaine, le MERCOSUR, l'ASEAN, etc.). Ces institutions sont définies par des principes moraux : la non-ingérence, la non-discrimination et le respect des droits individuels. Les pays adhérant à ce système international sont liés par l'intérêt mutuel ou la réciprocité, afin de réaliser « l'ordre au-dessus du chaos » sur une base ternaire et égalitaire : la paix et la sécurité, la prospérité et le bien-être.

Régionalisme : Qualifie le mouvement qui cherche à organiser institutionnellement un groupe de pays, afin d'obtenir une certaine autonomie dans la gestion de leur région, que ce soit sur le mode de la coopération ou celui de l'intégration.

Stabilité/stabilisation : Mot-clé du multilatéralisme et objectif de la politique étrangère des États-Unis après-guerre. La stabilité s'obtient par paliers : la stabilité économique mène à la stabilité sociale puis à la stabilité politique.

Unilatéralisme : Il consiste à imposer aux autres pays des règles de jeu qui n'ont pas été négociées au niveau multilatéral (définition proposée par Jean-Marc Siroën, « L'unilatéralisme des États-Unis », *AFRI*, vol. 1, 2000, p. 570-582).

SOURCES

SOURCES MANUSCRITES

Publiques

Archives nationales des États-Unis, College Park (Maryland) :

- RG 40 General records of the Department of Commerce, 1960-1965
 Office of the Secretary, Luther Hodges
 Files of the Under-Secretary of Commerce, Edward Guderman
 Executive Office of the President
 Office of the Secretary, Executive Secretariat
 Office of the Assistant Secretary for Economic Affairs, Richard
 H. Holton
 Office of Business Economics
- RG 56 General records of the Department of the Treasury, 1960-1965
 George Willis Records
 Office of the Secretary, Douglas Dillon's Files
 Dillon/Fowler's Files
 Fowler Records
 Roosa Records
 Nelson Records

Archives de la bibliothèque John Fitzgerald Kennedy, Columbia Point, Boston :

President's Office Files, Departments and Agencies :

- AID, 1961-1963
Bureau of the Budget, 1961-1963
Commerce, 1961-1963
Council of economic Advisers, 1961-1963
Special Representative for Trade Negotiations
Tariff Commission
Treasury, 1961-1963

National Security Files

- Regional security Series: Europe

Departments and Agencies: AID, State, Treasury
Subjects: Balance of payments and Gold
Carl Kaysen Series: Balance of Payments, Business, Economic
Policy, Foreign Aid, Trade Policy.
Boards, Committees and Commissions: Council of Economic
Advisors, National Security Council
Theodore C. Sorensen's Papers

Archives de la Commission européenne, Bruxelles :

Commission européenne :

BAC 56/1980

Secrétariat exécutif :

Procès-verbaux de la Commission

Direction générale des Affaires (Relations) extérieures :

BAC 1/1967

BAC 3/1965

BAC 3/1978

BAC 11/1993

BAC 16/1967

Direction générale de l'agriculture :

BAC 12/1968

BAC 12/1972

Direction générale des affaires économiques et financières :

BAC 26/1969

BAC 79/1982

BAC 144/1992

BAC 129/1983

Direction générale du marché intérieur :

BAC 255/1980

Direction générale de la concurrence :

BAC 062/1980

Direction générale des pays et territoires d'outre-mer :

BAC 007/1968

BAC 015/1969

BAC 25/1980

Direction des échanges :

BAC 6-1966

Archives GATT en ligne et ouvertes au public depuis 2006 :

https://www.wto.org/french/docs_f/gattdocs_f.htm

Privées

Archives de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne :

Archives de Robert Marjolin : ARM

SOURCES PUBLIÉES

Economic Report of the President, Transmitted to the Congress, Washington, janvier 1958.

Economic Report of the President, Transmitted to the Congress, Washington, janvier 1959.

Economic Report of the President, Transmitted to the Congress, Washington, janvier 1960.

Economic Report of the President, Transmitted to the Congress, Washington, janvier 1961.

Economic Report of the President, Transmitted to the Congress, With the Annual Report of the Council of Economic Advisers, Washington, janvier 1962.

Economic Report of the President, Transmitted to the Congress, With the Annual Report of the Council of Economic Advisers, Washington, janvier 1963.

GATT, Multilateral Trade, The Uruguay Round, Group of Negotiations on Goods (GATT), Negotiating Group on Tropical Products, *Past Negotiations and Consultations in GATT on Tropical Products*, Note by the Secretariat, 20 février 1987.

GATT, *Le Commerce international en 1957-1958*, Genève, juillet 1959.

GATT, *L'Évolution du commerce international : Rapport d'un groupe d'experts*, Genève, GATT, 1958.

US Department of State, *Havana Charter for an International Trade Organization, Including a Guide to the Study of the Charter*, Washington, 1948.

US Bureau of Census, *Historical Statistics of the United States. Colonial Times to 1970*, Washington, 1975.

BIBLIOGRAPHIE

- AARONSON, Susan A., *Trade and American Dream. A Social History of Postwar Trade Policy*, Lexington, The University Press of Kentucky, 1996.
- ABDULQAWI, Yusuf, *Legal Aspects of Trade Preferences for Developing Countries. A Study in the Influence of Development Needs on the Evolution of International Law*, Leiden, BRILL, 1982.
- AGLIETTA, Michel et MOATTI, Sandra, *Le FMI, De l'ordre monétaire aux désordres monétaires*, Paris, Économica, 2000.
- ANDREWS, Stanley, *Agriculture and the Common Market*, Iowa State University Press, 1973.
- ARROUS, Jean, *Les Théories de la croissance. La pensée économique contemporaine (3)*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « Points Économie », 1999.
- ARTAUD, Denise, *La Fin de l'innocence. Les États-Unis de Truman à Reagan*, Armand Colin, Paris, 1985.
- ASBEEK BRUSSE, Wendy, « La libéralisation des échanges intra-européens », in Richard T. GRIFFITHS, *À la découverte de l'OECE*, Paris, OCDE, coll. historique de l'OECE, 1997.
- ASBEEK BRUSSE, Wendy, *Tariffs, Trade and European Integration 1947-1957: From Study Group to Common Market*, New York, St. Martin's Press, 1997.
- AZOULAY, Gérard, *Les Théories du développement, Du rattrapage des retards à l'explosion des inégalités*, Rennes, PUR, coll. « Didact Économie », 2002.
- BAIROCH, Paul, *Victoires et déboires. Histoire économique et sociale du XVII^e siècle à nos jours*, 3 tomes, Paris, Gallimard, coll. « Folio histoire », 1997.
- BALDWIN, David A., *Economic Statecraft*, Princeton, Princeton University Press, 1985.
- BARJOT, Dominique, *Penser et construire l'Europe (1919-1992)*, Paris, Éditions SEDES, 2007.
- BARJOT, Dominique (dir.), *Catching up with America. Productivity Missions and the Diffusion of American Economic and Technological Influence after the Second World War*, Paris, PUPS, coll. « Centre Roland Mousnier », 2002.
- BARJOT, Dominique, LESCENT-GILES, Isabelle et FERRIERE LE VAYER, Marc (de) (dir.), *L'Américanisation en Europe au XX^e siècle : Économie, Culture, Politique*, 2 vol., Centre de recherche sur l'histoire de l'Europe du Nord-Ouest, Université Charles-de-Gaulle-Lille 3, 2002.
- BARJOT, Dominique et RÉVEILLARD, Christophe (dir.), *L'Américanisation de l'Europe occidentale au XX^e siècle. Mythe et réalité*, Paris, PUPS, 2002.

- BARTENEV, Vladimir, « L'URSS et l'Afrique noire sous Khrouchtchev : la mise à jour des mythes de la coopération », *Outre-mers*, vol. 94, n° 354-355, p. 63-82.
- BASTIDON-GILLES, Cécile, BRASSEUL, Jacques et GILLES, Philippe, *Histoire de la globalisation financière. Essor, crises et perspectives des marchés internationaux*, Paris, Armand Colin, 2010.
- BECKER, William H. et MCCLENAHAN, William M. Jr., *The Market, the State and the Export-Import Bank of the United States, 1934-2000*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.
- BEFFA, Jean-Louis, *Les Clés de la puissance*, Paris, Éditions du Seuil, 2015.
- BITSCH, Marie-Thérèse et BOSSUAT, Gérard (dir.), *L'Europe unie et l'Afrique. De l'idée d'Eurafrique à la Convention de Lomé I*, Actes du colloque 1^{er} et 2 avril 2004, Bruxelles/Paris/Baden-Baden, Bruylant/LGDJ/Nomos-Verlag, 2005.
- BLANQUE, Pascal, *Grammatica Economica. Lecture de Keynes, Friedman et Hayek*, Paris, Économica, 2012.
- BLED, Jean-Paul, JOUVE, Edmond et RÉVEILLARD, Christophe, *Dictionnaire historique et juridique de l'Europe*, Paris, PUF, coll. « Major », 2013.
- BLOES, Robert, *Le Plan Fouchet et le problème de l'Europe politique*, Bruges, Collège d'Europe, 1970.
- BOCHET, Bernard, « Les produits primaires. L'Amérique latine et la Communauté Économique Européenne », *Tiers-Monde*, t. 5, n° 19, Amérique Latine – Europe, 1964, p. 403-426.
- BORDO, Michael D., « The Gold Standard, Bretton Woods and Other Monetary Regimes: A Historical Appraisal », *FRB Saint Louis - Review*, 1993, vol. 75, n° 2, p. 123-191.
- BORDO, Michael D., « The Bretton Woods International Monetary System: An Historical Overview », Washington DC, NBER, « Working Paper », n° 4033, 1992, p. 1-148.
- BORDO, Michael D. et EICHENGREEN, Barry, *A Retrospective on the Bretton Woods System*, Chicago, University of Chicago Press, 1993.
- BORDO, Michael, HUMPAGE, Owen F. et SCHWARTZ, Anna J., « Bretton Woods and the Decision to Intervene in the Foreign-Exchange Market, 1957-1962 », Cleveland, Federal Reserve Bank, « Working Paper », n° 06/09, 2006, p. 1-57.
- BORDO, Michael et SCHWARTZ, Anna J., *Strained Relations, US Foreign-Exchange Operations and Monetary Policy in the Twentieth Century*, Chicago, University of Chicago Press, 2015.
- BORDO, Michael, SIMARD, Dominique et WHITE, Eugene, « France and the Bretton Woods International Monetary System: 1960-1968' », in Jaime REIS (dir.), *International Monetary Systems in Historical Perspective*, London, MacMillan, 1995, p. 153-180.
- BOSSUAT, Gérard (dir.), *La France, l'Europe et l'aide au développement. Des traités de Rome à nos jours*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2013.

- BOUSSART, Jean-Marc et DELORME, Hélène (dir.), *La Régulation des marchés agricoles internationaux. Un enjeu décisif pour le développement*, Paris, L'Harmattan, 2007.
- BRISSAC-FERAL, Claude, *La Politique américaine d'aide au développement : conflits entre le Président et le Congrès (1947-1979)*, Saint-Denis/Paris, Université de la Réunion/L'Harmattan, 2001.
- BURGIN, Angus, *The Great Depression. Reinventing Free Markets since the Depression*, London/Cambridge, Harvard University Press, 2012.
- BUSSIERE, Éric, « La Banque de France et la réforme du système monétaire international : entre impératifs nationaux et solidarité des banques centrales européennes (1963-1968) », *Histoire, économie et société*, 1999, vol. 18, n° 4, p. 797-814.
- CAIRE, Guy, « L'URSS et l'aide économique au Tiers-Monde », *Tiers-Monde*, tome 1, n°4, 1960, p. 511-537.
- CALLEO, David P., *The Imperious Economy*, London/Cambridge, Harvard University Press, 1982.
- CENCINI, Alvero, *Monetary Theory. National and International*, London and New York, Routledge, 1997.
- CHATRIOT, Alain, LEBLANC, Edgar et LYNCH, Édouard (dir.), *Organiser les marchés agricoles. Le temps des fondateurs*, Paris, Armand Colin, coll. « Recherches », 2012.
- CLAVERT, Frédéric et FEIERTAG, Olivier, « Les banquiers centraux dans la construction européenne : introduction », *Histoire, Économie et Sociétés*, n°4, 2011, p. 3-9.
- CONNELL, Carol M., *Reforming the World Monetary System: Fritz Machlup and the Bellagio Group*, London, Routledge, 2015.
- COOPER, Richard N., « Trade Policy as Foreign Policy », in Robert M. STERN (dir.), *US Trade Policies in a Changing World Economy*, Cambridge, The MIT Press, 1987.
- COPPOLARO, Lucia, *The Making of the World Trading Power. The European Economic Community (EEC) in the GATT Kennedy Round Negotiations (1963-1967)*, Burlington, Ashgate, 2013.
- COTÉ, Charles-Emmanuel, « De Genève à Doha : genèse et évolution du traitement spécial et différencié des pays en développement dans le droit de l'OMC », *McGill Law Journal/Revue de droit de McGill*, vol. 56, n°1, décembre 2010, p. 115-176.
- CULLATHER, Nick, *The Hungry World. America's Cold War Battle against Poverty in Asia*, London/Cambridge, Harvard University Press, 2010.
- DAVID, Charles-Philippe, BALTHAZAR, Louis et VAÏSSE, Justin, *La Politique étrangère des États-Unis, Fondements, acteurs, formulation*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003.
- DAVID, François, *John Foster Dulles, secrétaire d'État, Cold Warrior et père de l'Europe*, Paris, PUPS, coll. « Mondes contemporains », 2011.
- DEBLOCK, Christian, « Les États-Unis et l'investissement direct étranger. Une histoire à trois temps », Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation, « Notes de synthèse », septembre 2011, p. 1-48.
- DEBLOCK, Christian, « La politique commerciale américaine. Promenade guidée dans le jardin des théories », *Recherches internationales*, n°88, 2010, p. 127-154.

- DEIGHTON, Anne, « La Grande-Bretagne et la Communauté européenne économique (1958-1963) », *Histoire, Économie, Société*, n° 1, 1^{er} trimestre 1994, p. 113-130.
- DRAMÉ, Papa et SAUL, Samir, « Le projet d'Eurafrrique en France (1946-1960) : quête de puissance ou atavisme colonial ? », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 4/2004, n° 216, p. 95-114.
- DU BOIS, Pierre, *Histoire de l'Europe monétaire 1945-2005, Euro qui comme Ulysse...*, Paris/Genève, PUF/Institut de Hautes Études Internationales et du Développement, 2008.
- DUMOULIN, Michel (dir.), *Réseaux économiques et la construction européenne. Economic networks and European Integration*, Bruxelles, PIE Peter Lang, 2004.
- EBENSTEIN, Alan, *Friedrich A. Hayek: A Biography*, London, Macmillan, 2014.
- EICHENGREEN, Barry, *Exorbitant Privilege. The Rise and Fall of the Dollar*, Oxford, Oxford University Press, 2011.
- EICHENGREEN, Barry, *Globalizing Capital, A History of the International Monetary System*, Princeton/Oxford, Princeton University Press, 2^e édition, 2008.
- EICHENGREEN, Barry, *Global Imbalances and the Lessons of Bretton Woods*, Cambridge, The MIT Press, coll. « Cairoli lectures » 2007.
- EICHENGREEN, Barry, *From Benign Neglect to Malignant Preoccupation: US Balance-of-Payments Policy in the 1960s*, Washington DC, NBER, « Working Paper », n°7630, mars 2000.
- EICHENGREEN, Barry, « Le système de Bretton Woods : paradis perdu ? », *Revue d'économie financière*, « Hors-série : Mélanges pour un cinquantenaire », 1994, p. 263-276.
- EISENMANN, Pierre-Michel, « L'accord international sur le cacao », *Annuaire français de droit international*, vol. 21, 1975, p. 738-766.
- ETEMAD, Bouda, *L'Héritage ambigu de la colonisation. Économies, populations et sociétés*, Paris, Armand Colin, coll. « U », 2012.
- ETEMAD, Bouda, « L'Europe et le monde colonial. De l'apogée des empires à l'après-décolonisation », *Revue économique*, vol. 51, n°2, 2000, p. 257-268.
- EVANS, John W., *The Kennedy Round in American Trade Policy. The Twilight of the GATT?*, Cambridge, Harvard University Press, 1971.
- FEIERTAG, Olivier, « Central Banks versus Money Markets? A History of French-American Monetary Cooperation (1960-1971) », in Harold JAMES et Juan Carlos MARTINEZ OLIVA, *International Monetary Cooperation across the Atlantic*, Frankfort, Adelman, 2008, p. 79-90.
- FEIERTAG, Olivier et MARGAIRAZ, Michel (dir.), *Les Banques centrales à l'échelle du monde/Central Banks at World Scale*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2012.
- FEIERTAG, Olivier et MARGAIRAZ, Michel (dir.), *Gouverner une banque centrale. Du XVII^e siècle à nos jours*, Paris, Albin Michel, coll. « Histoire de la Mission historique de la Banque de France », 2010.
- FENNEL, Rosemary, *The Common Agricultural Policy, Continuity and Change*, Oxford, Clarendon Press, 1997.

- FLANDREAU, Marc, *International Financial History in The Twentieth Century: System and Anarchy* (avec C.L. HOLTFREICH et H. JAMES), Cambridge, Cambridge University Press, 2003.
- FOCSANEANU, Lazar, « La modification des statuts du Fonds monétaire international et la création des droits de tirage spéciaux », *Annuaire français de droit international*, vol. 15, 1969, p. 490-521.
- FRANCIS, Darryl R., « The Balance of Payments, the Dollar, and Gold », St Louis, Federal Reserve Bank of St Louis, 1968.
- FRIEDMAN, Milton et SCHWARTZ, Anna J., *A Monetary History of the United States 1867 to 1960*, Princeton, Princeton University Press, 1971.
- FROOT, Kenneth A., *Foreign Direct Investment*, Chicago, Chicago University Press, 1993.
- GALEAZZI, Floriane, « Quelle place pour le régionalisme monétaire à l'OCDE ? Étude sur la coopération monétaire au sein du WP3 (1970-1987) », *Les cahiers IRICE*, 2012/1, n°9, p. 139-152.
- GAVIN, Francis J., *Gold, Dollars and Power, The Politics of International Monetary Relations, 1958-1971*, Chapel Hill, The University of North Carolina, 2004.
- GEIGER, Till, « Western Defence, Economic Cooperation and the Atlantic Paradox: Multilateralism and Governmentality in the Cold War, 1949-1960 », in Régine PERRON et Guido THIEMEYER (dir.), *Multilateralism and the Trente Glorieuses in Europe: New Perspectives in European Integration History*, Neuchâtel, Alphil, 2011, p. 177-198.
- GEIGER, Till, « NATO, Economic Security and European Integration », *Quaderni Forum*, vol. 16, 2002, p. 13-23.
- GERBET, Pierre, *La Construction de l'Europe*, Paris, Imprimerie Nationale, coll. « Notre siècle », 1983.
- GILLES-BASTIDON Cécile, BRASSEUL, Jacques et GILLES, Philippe, *Histoire de la globalisation financière. Essor, crises et perspectives des marchés financiers internationaux*, Paris, Armand Colin, coll. « U », 2010.
- GILPIN, Robert, *The Political Economy of International Relations*, Princeton, Princeton University Press, 1987.
- GILPIN, Robert, *US Power and the International Multinational Corporation. The Political Economy of Foreign Direct Investment*, New York, Basic Books, 1975.
- GOLDSTEIN, Judith, *Ideas, Interests and American Trade Policy*, Ithaca, Cornell University Press, 1994.
- GOWA, Joanne, *Closing the Gold Window. Domestic Politics and the End of the Bretton Woods*, Ithaca/London, Cornell University Press, 1983.
- GRAZ Jean-Christophe, *La Gouvernance de la mondialisation*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2004.
- GRAZ, Jean-Christophe, *Aux sources de l'OMC. La Charte de La Havane, 1941-1950*, Genève, Librairie Droz, coll. « Publications d'histoire économique et sociale internationale », 1999.

- GRYGOWSKI, Dimitri, *Les États-Unis et l'unification monétaire de l'Europe*, Bruxelles, PIE Peter Lang, coll. « Cité européenne », 2009.
- HATAWAY, Dale E., *Agriculture and the GATT: Rewriting the Rules*, Washington DC, Institute for International Economics, septembre 1987.
- HEFFER, Jean, *Les États-Unis de Truman à Bush*, Armand Colin, Paris, col. « Cursus », 2^e éd. 1992.
- HETZEL, Robert, *The Monetary Policy of the Federal Reserve: A History*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.
- HOFFMANN, Stanley, *Le Dilemme américain: Suprématie ou ordre mondial*, Paris, Économica, 1982.
- HUDEC, E. Robert, *Developing Countries in the GATT Legal System*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.
- JAMES, Harold, *Making the European Monetary Union*, Cambridge, Harvard University Press, 2012.
- JAMES, Harold, *International Cooperation since Bretton Woods*, IMF, Washington DC, 1996.
- KASPI, André, *John F. Kennedy, un président, une famille, un mythe*, Bruxelles, André Versaille Éditeur, 2013.
- KATZ, Bernard S. et VENCILL, Daniel C., *Biographical Dictionary of the United States Secretaries of the Treasury, 1789-1995*, Greenwood Publishing Group, 1996.
- KAUFMAN, Burton I., *Trade and Aid, Eisenhower's Foreign Economic Policy, 1953-1961*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1982.
- KEBABDJIAN, Gérard, *Les Théories de l'économie politique internationale. La pensée économique contemporaine (5)*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « Points Économie », 1999.
- KEYNES, John M., « The Policy of Government Storage of Food-Stuffs and Raw Materials », *Economic Journal*, vol. 48, n° 191, septembre 1938, p. 449-460.
- KINDLEBERGER, Charles, *Histoire mondiale de la spéculation financière de 1700 à nos jours, Finance, éthique, confiance*, Paris, Éditions P. A. U., 1994.
- KRUGMAN, Paul, OBSTFELD, Maurice et MELITZ, Marc, *Économie internationale*, Montreuil, Pearson France, 9^e édition 2013.
- KUNZ, Diane B., *The Diplomacy of the Crucial Decade. American Foreign Relations during the 1960s*, New York, Columbia University, 1994.
- L'HUILLIER, Jacques, *Les Organisations internationales de coopération économique et le commerce extérieur des pays en voie de développement*, Genève, Institut universitaire des Hautes études internationales, coll. « Études et travaux », n°9, 1969.
- LACHARRIERE, Guy (de), « Aspects récents du classement d'un pays comme moins développé », *Annuaire français de droit international*, vol. 13, 1967, p. 703-716.
- LARSON, Deborah Welch, *Anatomy of Mistrust. US-Soviet Relations during the Cold War*, Cornell University Press, 2000.

- LATHAM, Michael E., *Modernization as Ideology. American Social Science and "Nation Building" in the Kennedy Era*, Chapel Hill/London, The University of North Carolina Press, 2000.
- LEBOUTTE, René, *Histoire économique et sociale de la construction européenne*, Berne, Peter Lang, 2008.
- LECUYER, Christophe, « Hautes technologies et techniques de production aux États-Unis », Patrick FRIDENSON et Pascal GRISET (dir.), *Entreprises de haute technologie, États et souveraineté*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2013, p. 317-324.
- LEFFLER, Melvyn P. et PAINTER, David S., *Origins of the Cold War. An International History*, New York/London, Routledge, 2e édition 2005.
- LELART, Michel, *Le Système monétaire international*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 1991.
- LELART, Michel, *Le Dollar, monnaie internationale. Le rôle des États-Unis dans la création monétaire internationale*, Paris, Éditions Albatros, 1975.
- LEMESLE, Raymond-Marin, *La Convention de Lomé. Principaux objectifs et exemples d'actions, 1975-1995*, Centre des Hautes Études sur l'Afrique et l'Asie modernes, 1996.
- LENAIN, Patrick, *Le FMI*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 4e édition, 2004.
- LUDLOW, Piers, *Dealing with Great Britain. The Six and the First Application to the ECC*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.
- MARJOLIN, Robert, *Le Travail d'une vie. Mémoires 1911-1986*, Paris, Robert Laffont, 1986.
- MARSEILLE, Jacques, *Empire colonial et capitalisme français. Histoire d'un divorce*, Paris, Albin Michel, 2005.
- Mc COMBIE, J. S. L. et THIRLWALL, A. P., *Economic Growth and the Balance of Payments Constraints*, Basingstoke, Palgrave MacMillan, 1993.
- MELANDRI, Pierre, *La Politique extérieure des États-Unis de 1945 à nos jours*, Paris, PUF, coll. « L'historien », 1982.
- MELTZER, Allan H., « US Policy in the Bretton Woods Era », *The Homer Jones Lecture, Review*, n°73 (mai-juin), p. 54-83.
- MELTZER, Allan H., *A History of the Federal Reserve*, Chicago, University of Chicago Press, 2003, vol. 1 : 1913-1951, 2010, vol. 2 : 1970-1986.
- MEUNIER, Sophie, *L'Union fait la force, L'Europe dans les négociations commerciales internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Nouveaux Débats », 2005.
- MILWARD, Alan, *The European Rescue of the Nation-State*, London, Routledge, 1992.
- MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE, *Le Rôle des ministères des Finances et de l'Économie dans la construction européenne (1957-1978), Actes du colloque tenu à Bercy les 26, 27, 28 mai 1999, Tome I*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2002.
- MIROWSKI, Philip et PLEHWE, Dieter, *The Road from Mont Pélerin. The Making of the Neoliberal Thought Collective*, Cambridge, Harvard University Press, 2009.

- MONNET, Éric, « Une coopération à la française. La France, le dollar et le système de Bretton Woods, 1960-1965 », *Histoire@Politique, Politique, culture, société*, n° 19, janvier-avril 2013, p. 83-100.
- MORAVCSIK, Andrew, « Général de Gaulle between Grain and Grandeur: the Political Economy of French EC, 1958-1970 », *Journal of Cold War Studies*, vol. 2, n° 2, Printemps 2000, p. 3-43.
- MUCCHIELLI, Jean-Louis, *Multinationales et mondialisation*, Paris, Éditions du Seuil, 1998.
- PACH, Chester J. Jr., « Introduction », Kathryn C. STATLER et Andrew L. JOHNS (dir.), *The Eisenhower Administration, the Third World, and the Globalization of the Cold War*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, 2006.
- PAQUIN, Stéphane, *Théories de l'économie politique internationale. Cultures scientifiques et hégémonie américaine*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Domaine Économie politique », 2013.
- PASTOR, Robert, *Congress and the Politics of US Foreign Economic Policy, 1929-1976*, Berkeley, University of California Press, 1980.
- PATERSON, Thomas G. (dir.), *Kennedy's Quest for Victory. American Foreign Policy, 1961-1963*, New York/Oxford, Oxford University Press, 1989.
- PEARCE, Kimber Charles, *Rostow, Kennedy, and the Rhetoric of Foreign Aid*, East Lansing, Michigan University Press, 2001.
- PERRON, Régine, *Histoire du multilatéralisme. L'utopie du siècle américain de 1918 à nos jours*, Paris, PUPS, coll. « Centre Roland Mousnier », 2014.
- PERRON, Régine, *The Stability of Europe. The Common Market: Towards European Integration of Industrial and Financial Markets? (1958-1968)*, Paris, PUPS, coll. « Centre Roland Mousnier », 2004.
- PERRON, Régine, *Le Marché du charbon, un enjeu entre l'Europe et les États-Unis de 1945 à 1958*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1996.
- PERRON, Régine et THIEMEYER, Guido (dir.), *Multilateralism and the Trente Glorieuses in Europe: new perspectives in European integration history*, Neuchâtel, Alphil, 2011.
- PRASHAD, Vijay, *Les Nations obscures. Une histoire populaire du tiers monde*, Montréal, Éditions Écosociété, 2009.
- RAFFINOT, Marc et VENET Baptiste, *La Balance des paiements*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2003.
- RAGHAVAN, Chakravarthi, *Recolonisation: l'avenir du Tiers Monde et les négociations du GATT*, Paris, L'Harmattan, 1991.
- RAINELLI, Michel, *L'OMC*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2011.
- REIS, Jaime (dir.), *International Monetary Systems in Historical Perspective*, London/New York, McMillan Press/St. Martin's Press, 1995.
- RESTA, Manlio, « Analyse d'une récession. Essai de diagnostic économique », *Revue économique*, vol. 10, n°2, 1959, p. 201-219.

- ROBSON, Peter, « La Communauté européenne et l'intégration économique régionale dans le Tiers Monde », *Tiers-Monde*, vol. 34, n° 136, 1993, p. 859-879.
- ROTHSCHILD, Robert, *Un Phénix nommé Europe, Mémoires 1945-1955*, Bruxelles, Racine, 1997.
- SCHENK, Catherine, « The Market vs the State: Capital Market Integration in the 1960s », in Régine PERRON, *The Stability of Europe*, Paris, PUPS, 2004, p. 141-157
- SCHLESINGER, Arthur M. Jr., *A Thousand Days. John F. Kennedy in the White House*, New York, Fawcett Premier, 14^e édition, 1992.
- SERFATY, Simon, *La Politique étrangère des États-Unis de Truman à Reagan. Les années difficiles*, Paris, PUF, coll. « Politique d'aujourd'hui », 1986.
- SERVAN-SCHREIBER, Jean-Jacques, *Le Défi américain*, Paris, Denoël, 1967.
- SICARD, Pierre, « Le Kennedy Round, une entreprise ambiguë », *Histoire, économie et société*, n° 1, 2003, p. 59-70.
- SICARD, Pierre, *Histoire économique des États-Unis depuis 1945*, Paris, Nathan, coll. « Histoire 128 », 1995.
- SINGER, Hans W., « La création de la CNUCED et l'évolution de la pensée contemporaine sur le développement », *Tiers-Monde*, vol. 35, n° 139, p. 489-498.
- SMITH, Tony, *America's Mission, The United States and the Worldwide Struggle for Democracy in the Twentieth Century*, Princeton, Princeton University Press, 1994.
- SORENSEN, Theodore C., *Kennedy*, New York, Smithmark, 1965.
- SOUTOU, Georges-Henri, *La Guerre de cinquante ans. Les relations Est-Ouest 1943-1990*, Paris, Fayard, 2001.
- STATLER, Kathryn C. et JONES, Andrew L. (dir), *The Eisenhower Administration, the Third World and the Globalization of the Cold War*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, coll. « The Harvard Cold War Studies Book », 2006.
- STEDMAN, Daniel Jones, *Masters of the Universe. Hayek, Friedman, and the Birth of Neoliberal Politics*, Princeton/Oxford, Princeton University Press, 2012.
- STEPHANSON, Anders, *Manifest Destiny. American Expansion and the Empire of Right*, New York, Hill and Wang, 1995.
- STEWART, Patrick, *The Best Laid Plans, The Origins of American Multilateralism and the Dawn of the Cold War*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, 2009.
- STRANGE, Susan, *Rival States, Rival Firms: Competition for World Market Shares*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991.
- STRANGE, Susan, « Truman's Point Four », *Year Book of World Affairs*, 1950, p. 264-288.
- THUAN, Trinh Xuan, *Le Cosmos et le Lotus. Confessions d'un astrophysicien*, Paris, Albin Michel, 2011.
- THUYBAERT, Prosper, *L'Art de la diplomatie multilatérale*, Vander, Bruxelles, 1991.
- TOBIN, James et WEIDENBAUM, Murray (dir.), *Two Revolutions in Economic Policy. The First Economic Reports of Presidents Kennedy and Reagan*, Cambridge/London, The MIT Press, 2^e édition, 1989.

- TONIOLO, Gianni, *Central Bank Cooperation at the Bank of International Settlements, 1930-1973*, New York, Cambridge University Press, 2005.
- TOUSCOZ, Jean, « La coopération internationale et les matières premières exportées par les pays du Tiers Monde : les conditions d'un échange égal », *Tiers-Monde*, vol. 17, n°66, 1976, p. 539-560.
- TOYE, John et TOYE, Richard, *The U. N. and Global Political Economy: Trade, Development Economics*, Bloomington, Indiana University Press, 2^e édition, 2004.
- VALLUIS, Bernard, « Sécurité alimentaire : pour des stocks de réserve », FARM (Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde, reconnue d'utilité publique), *Point de vue n°1*, avril 2013, p. 1-33.
- VAN DER WEE, Herman, *Histoire économique mondiale, 1945-1990*, Louvain-la-Neuve, Academia Duculot, 1990.
- VIDAL, Jean-François, *Les Fluctuations internationales de 1890 à nos jours*, Paris, Économica, 1989.
- WALLACE, Helen, POLLACK, Mark A., YOUNG, Alasdair R., *Policy-Making in the European Union*, Oxford, Oxford University Press, 2015.
- WARLOUZET, Laurent, *Le Choix de la CEE par la France. L'Europe économique en débat de Mendès France à de Gaulle (1955-1969)*, Paris, CHEFF, 2011.
- WERTH, Nicolas, *Histoire de l'Union soviétique de Khrouchtchev à Gorbatchev*, Paris, PUF, coll. « QSJ » n°3038, 1995.
- WESTAD, Odd Arne, *The Global Cold War: Third World Interventions and the Making of Our Times*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.
- WILKINS, Mira, *The History of Foreign Investment in the United States to 1914*, Cambridge, Harvard University Press, 1989.
- WILKINS, Mira, *The Maturing of Multinational Enterprise: American Business Abroad from 1914 to 1970*, Cambridge, Harvard University Press, coll. « Harvard Studies in Business History », n° 27, 1974.
- WOOD, John, *A History of Central Banking in Great Britain and the United States*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.
- WOOLCOCK, Stephen, « European Union Policy towards Free Trade Agreements », Bruxelles, ECIPE, « Working Paper », n°03, 2007, p. 1-15.
- YEAGER, Leland B., *International Monetary Relations*, New York, Harper and Row Publishers, University of Virginia, 1966.
- YOUNG, Alasdair R., « Extending European Cooperation. The adaptation of European Foreign Economic policy; from Rome to Seattle », *Journal of Common Market Studies*, vol. 38, n°1, 2000, p. 93-116.
- ZEILER, Thomas W., *American Trade and Power in the 1960s*, New York, Columbia University Press, 1992.
- ZIMMERMANN, Hubert, *Money and Security: Troops, Monetary Policy, and West Germany's Relations with the United States and Britain, 1950-1971*, New York, Cambridge University Press, 2004.

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

A

Ackley, Gardner 284.
 Anderson, Robert B. 38, 58, 59, 67, 68, 120.
 Ansiaux, Hubert 139.

B

Baird, Julian 38.
 Ball, George 48, 92, 100, 131, 148, 175, 219, 221, 226, 227, 233.
 Bauer, Peter 290.
 Beyen, Johan Willem 168.
 Blessing, Karl 130.
 Bobba, François 120, 121, 154.
 Brentano, Heinrich von 100
 Bridge, Roy 66.
 Brunner, Karl 290.
 Bush, George W. Jr. 46.

C

Campos, Roberto 200.
 Castro, Fidel 57, 215, 270
 Churchill, Winston 54.
 Connally, John 147.
 Cromer (Lord) 164.

D

Dillon, Douglas 31, 49-51, 57, 70, 81, 87, 111, 119, 120, 127, 132, 138, 144, 147, 152, 153, 173, 185, 222, 226, 268, 271, 280, 284, 285, 288.
 Dowling, Walter C. 101.

E

Eisenhower, Dwight D. *passim*.
 Erhard, Ludwig 130, 238, 245.
 Etsel, Franz 130.

F

Freeman, Orville L. 53, 226.
 Friedman, Milton 112, 283, 285, 286, 287, 289
 Furtado, Celso 201.

G

Galbraith, John K. 52, 53, 269, 284.
 Gaulle, Charles de 132, 147, 157, 158, 160, 164, 170, 184, 185, 232, 234-239.
 Getz-Wold, Knut 183.
 Giscard d'Estaing, Valéry 132, 146, 149.
 Goldwater, Barry 287, 288.
 Grewe, Wilhelm 130.
 Guderman, Edward 112, 289.
 Guindey, Guillaume 63.

H

Haberler, Gottfried 197, 200-204, 206-209, 211, 214, 215, 228, 229, 243, 244, 250, 289, 290.
 Hallstein, Walter 91, 108, 210, 222.
 Hansen, Alvin H. 37.
 Hayek, Friedrich A. von 284.
 Hayes, Alfred 43, 68.
 Heckscher, Eli 201.
 Heller, Walter W. 51, 53-55, 98, 99, 138-141, 146, 148, 174, 176, 177, 284.

Hicks, John R. 37.

Hijzen, Theodorus 246.

Ho Chi-Minh 215.

Hodges, Luther H. 79, 95, 104, 134.

Hoffman, Paul 168.

J

Jacobson, Per 142, 143.

Johnson, Lyndon B. 274.

K

Kaysen, Carl 160.

Kennedy, John F. *passim*.

Keynes, John Maynard 53-55, 112, 119, 140, 148, 149, 174, 177, 182, 201, 207, 256.

Khrouchtchev, Nikita 13, 20, 44-48, 57, 103, 107, 108, 285.

Killingworth, Charles 174.

Kristensen, Thorkil 158.

L

Lacharrière, Guy de 196, 253.

Lal, Deepak 290.

Lumumba, Patrice 102.

M

MacArthur, Douglas 220, 234.

MacMillan, Harold 219.

Marjolin, Robert 24, 124, 127, 150-152, 154-157, 160, 164, 167, 168, 172, 239, 246.

Maudling, Reginald 150, 153, 154.

McChesney Martin, William 51, 147, 157.

Meade, James 201.

Monnet, Jean 135, 155-157, 159, 235.

Myrdal, Gunnar 174.

N

Nathan, Robert R. 174.

Nixon, Richard 14, 51, 59, 62, 129, 147, 287, 289

O

Ohlin, Bertil 201.

Okun, Arthur 284.

P

Parsons, Maurice 156.

Patinkin (Don) 37.

Petersen, Howard 231.

Pompidou, Georges 132.

Porter, Paul R. 103.

Prebisch, Raúl 203, 204, 254, 256, 265, 282, 290, 291.

Posthuma, Suardus 150, 151, 153, 154.

Preti, Luigi 245.

R

Reagan, Ronald 287-289, 291.

Reuss, Henry S. 57.

Ricardo, David 200.

Rockefeller, Nelson 75.

Roosa, Robert V. 51, 58, 129, 130, 143, 147, 148, 151, 153, 162, 164.

Roosevelt, Franklin D. 21, 46, 55, 56, 174, 296.

Rostow, Walt 24, 47, 237, 242, 265, 266, 282, 290.

Royer, Jean 217.

Rueff, Jacques 159.

Rusk, Dean 103, 219.

S

Samuelson, Paul A. 38, 201.

Schlesinger, Arthur M. Jr. 145-147, 149, 173, 185.

Schweitzer, Pierre-Paul 161.

Sharp, Mitchell 262.

Singer, Paul 256, 290, 291.

Smith, Adam 174, 296.

Solow, Robert 112, 284.

Southard, Frank A. Jr. 67.
Spaak, Paul-Henri 171, 219, 234, 235.
Steed, Tom 93.
Sukarno, Achmed 102.

T _____
Tinbergen, Jan 200, 201.
Tobin, James 112, 145-148, 283, 284.
Triffin, Robert 119, 120, 125, 126, 128, 133,
134, 138, 140, 146, 148, 150, 151, 157, 164.
Truman, Harry 97, 98, 190.
Tuthill, John Wills 174, 245.

V _____
Van der Lee, Jacob Jan 210.
Van Lennep, Emile 151.
Viaud, Maurice 253.

W _____
Weidenbaum, Murray 283.
Willis, George H. 31, 42, 49, 61, 66, 100, 129.
Wilson, Woodrow 21.
Wyndham White, Eric (Sir) 193.

INDEX DES ORGANISATIONS MULTILATÉRALES
(INTERNATIONALES ET RÉGIONALES)
ET DES INSTITUTIONS NATIONALES

A _____

Accord monétaire européen (AME) 125,
156, 158, 161.

Agence internationale de développement
(AID) (EU) 9, 12, 75, 253, 259, 261, 272, 273.

Association européenne de libre-échange
(AELE) 92, 219, 231, 252.

B _____

Banque asiatique d'investissement dans
les infrastructures (AIIB) 9, 293.

Banque d'Angleterre 66, 67, 164.

Banque d'Italie 71.

Banque de Belgique 139.

Banque de développement interaméricaine
105.

Banque de France 66, 68, 119, 132, 145, 185.

Banque de Norvège 183.

Banque des règlements internationaux
(BIS) 9, 63, 117, 139, 279, 286.

Banque Export-Import (EU) 105, 274.

Banque fédérale de réserve (Réserve
fédérale) (EU) 51, 53, 183, 286.

Banque fédérale de réserve de New York
42, 68, 82, 147, 158.

Banque internationale de reconstruction
et de développement (BIRD) 9, 12, 19,
100, 105, 153, 251.

Banque mondiale 12, 32, 52, 55, 100, 197, 204,
294.

BRICS 293.

Bureau du Budget (EU) 43, 44, 102, 104, 165,
179, 191, 272.

C _____

Comité d'action de Jean Monnet 155, 159.

Comité de l'agriculture (OMC) 199.

Comité de la politique économique
(OCDE) 162, 170.

Comité des gouverneurs des Banques
centrales des pays membres (CEE) 143,
152, 153.

Comité des négociations tarifaires (GATT)
230.

Comité du cabinet sur la balance des
paiements (EU) 273.

Comité monétaire (CEE) 126, 127, 137, 150,
151, 159, 160.

Commission européenne (CEE) 9, 24, 91,
92, 108, 118, 120, 125-127, 135, 143, 150-155,
159, 164, 171, 172, 178, 185, 197, 210, 237, 239,
245, 246, 252, 254, 263, 269, 270.

Commission économique pour l'Afrique
(ONU) 213.

Commission économique pour l'Amérique
latine (CEPAL) (ONU) 9, 283.

- Commonwealth 34, 97, 171, 194, 195, 205, 211, 213, 220, 221, 233-235, 238, 239, 246, 247.
- Communauté économique européenne (CEE) 9, 12, 13, 16, 17, 19, 20, 23, 32, 34, 48, 49, 79, 91-93, 95-97, 108, 113, 118-122, 123-129, 132, 134, 135, 137, 138, 142, 145, 150-154, 156-160, 162, 164-167, 169, 171-173, 177, 180, 182, 184, 190, 193, 194, 198, 200, 203, 205-213, 217-223, 226-233, 235-239, 241, 244, 246, 247, 249-252, 254, 255, 263, 265, 275-277, 282.
- Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) 9, 12, 161, 167, 168, 220, 237.
- Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) 9, 12, 23, 197, 200, 203, 207, 242, 249-257, 265, 276, 277, 282.
- Conseil des ministres (OCDE) 175.
- Conseil des ministres des Finances (CEE) 126, 159.
- Council of Economic Advisers (CEA) (EU) 9, 51, 53, 54, 99, 112, 128, 138, 140, 141, 144-149, 151, 161, 164, 176, 269, 272, 283.
- Council on Foreign Economic Policy (EU) 105.
- D** _____
- Département d'Etat (EU) 48, 75, 92, 100, 105, 156, 161, 170, 175, 212, 214, 219-224, 226-228, 232, 236, 241, 242, 257, 259, 272.
- Département de l'Agriculture (EU) 96, 274.
- Département du Commerce (EU) 20, 78, 79, 81, 82, 95, 103, 134, 175, 220, 221, 225, 257-259, 261, 266.
- Département du Travail (EU) 213-215, 259.
- Département du Trésor (EU) 30, 32, 38, 41, 42, 49-51, 61, 62, 64, 65, 67, 69-72, 77-79, 81, 83, 85-88, 91-95, 98-100, 105, 112, 119, 120, 122, 123, 125-127, 129-132, 134, 138, 140, 141, 143-145, 147-149, 152, 156-158, 160-164, 176, 183, 185, 222, 227, 228, 261, 266, 268-274, 280, 283, 285, 286, 288, 289, 295.
- Development Assistance Group (DAG) 9, 32, 100, 101, 276, 277, 282.
- Development Loan Fund (DLF) 9, 32, 105, 106.
- Direction générale de l'économie et des finances de la Commission européenne DG II (CEE) 24, 120, 121, 123-126, 128, 133-135, 138, 142, 171.
- Direction générale des Affaires générales (étrangères) de la Commission européenne DG I (CEE) 24.
- E** _____
- États africains et malgache associés (EAMA) 9, 194, 205, 208, 240, 241, 252.
- European Cooperation Administration (ECA) 9, 168.
- F** _____
- Fonds de développement pour les pays européens sous-développés (OCDE) 157.
- Fonds européen de développement (FED) (CEE) 9, 190, 276, 277, 282.
- Fonds européen de réserve (CEE) 135, 155.
- Fonds monétaire international (FMI) 9, 12, 17, 19, 20, 23, 27, 52, 58, 63-65, 68, 69, 72, 77, 105, 113, 117, 119, 120, 125-127, 129, 135, 137-145, 147, 149-151, 153-161, 163, 164, 169, 173, 184, 185, 197, 202, 204, 207, 208, 251, 257, 275-280, 288, 290, 291, 293, 296.
- Food and Agriculture Organization (FAO) 9, 12, 190, 251, 263, 276, 277.
- G** _____
- General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) 9, 12, 17, 19, 23, 32, 48, 58, 91, 92, 96, 113, 120, 145, 167, 168, 189-191, 193, 194-199, 200-202, 206-209, 213-219, 223, 224, 226, 227-229, 231, 232, 237-240, 243, 244-247, 249, 251, 252, 254-256, 261, 264-266, 275-277, 279, 280, 282, 289-291.
- Groupe des Dix (G10) (FMI) 20, 117, 142, 145, 160, 163, 164, 184, 277, 279.

I _____

International Cooperation Administration (ICA) (EU) 9, 775, 76, 105, 196.

International Development Association (IDA) 9, 32, 100, 105.

M _____

Marché commun (CEE) 79, 92, 93, 96, 143, 151, 152, 157, 160, 166, 168, 170, 172, 194, 208, 211, 217-223, 232, 234, 243, 235-238, 245, 251, 295.

N _____

National Advisory Council (EU) 44.

National Security Council (EU) 105, 235.

O _____

Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) 9, 12, 17, 23, 35, 52, 58, 100, 101, 111, 113, 117, 118, 140, 141, 151, 154, 155, 157, 158, 161-166, 169-185, 193, 244, 252, 260, 274-277, 279, 280, 281, 288, 289.

Organisation des Nations Unies (ONU) 9, 12, 17, 19, 23, 34, 35, 58, 102, 103, 113, 145, 190, 196, 207, 213, 245, 247, 249, 250, 252, 253, 262, 275-277, 281, 283, 292, 296.

Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) 9, 12, 17, 35, 50, 58, 89, 101, 102, 145, 170, 171, 220, 234-236, 239, 270, 275-277.

Organisation européenne de coopération économique (OECE) 9, 12, 32, 52, 165, 166-170.

Organisation internationale du commerce (OIC) 9, 19, 255, 256.

Organisation mondiale du commerce (OMC) 9, 195-197, 199, 200, 209, 229, 231, 251, 253, 292, 293, 295, 296.

P _____

Pays et territoires d'outre-mer (PTOM) 9, 13, 194, 205, 208-210, 221.

Programme alimentaire mondial (PAM) 9, 190, 276, 277.

U _____

Union de l'Europe occidentale (UEO) 9, 238.

Union européenne (UE) 9, 12, 13, 292, 295, 296.

Union européenne de réserve (UER) 9, 156-158.

Union européenne des paiements (UEP) 9, 156, 157, 161.

W _____

Working Party-3 (WP-3) (OCDE) 117, 151, 155, 162, 171.

REMERCIEMENTS

Cet ouvrage se situe dans le prolongement de celui intitulé : *Histoire du multilatéralisme. L'utopie du siècle américain de 1918 à nos jours*, paru aux PUPS en 2014.

Je voudrais ici renouveler l'expression de ma reconnaissance à Dominique Barjot, garant de l'habilitation de recherches. Et remercier aussi le laboratoire CICC (devenu AGORA) de l'université de Cergy-Pontoise ainsi que le Conseil scientifique, pour m'avoir octroyé un congé de recherches. Ce congé m'a permis de commencer la rédaction de cet ouvrage.

Ici, je souhaite remercier le jury de la soutenance de l'habilitation à diriger les recherches, pour ses remarques et pour le fructueux débat, Dominique Barjot, Bouda Etemad, Olivier Forcade, Michel Margairaz, René Leboutte et Samir Saul. Et tout particulièrement Olivier Forcade, responsable des Presses de l'Université Paris-Sorbonne, pour avoir proposé de publier ce manuscrit dans le sillage du premier tome sur l'histoire du multilatéralisme. Je voudrais aussi remercier spécialement Samir Saul pour m'avoir invitée au département d'Histoire de l'université de Montréal de janvier à juin 2018.

Ce travail, je dois le reconnaître, s'est identifié à une véritable ascension de l'Everest...

LISTE DES GRAPHIQUES, SCHÉMAS ET TABLEAUX

GRAPHIQUES

Graphique 1. Les réserves d'or et les obligations extérieures des États-Unis de 1951 à 1976 (en milliards de dollars)	36
Graphique 2. Les prix de l'or nominal et réel de 1934 à 1973 (en dollars, à 35 dollars l'once d'or depuis 1934)	39
Graphique 3. Les réserves d'or américaines de 1951 à 1976 (en millions de dollars) ..	60
Graphique 4. Évolution des prix des produits primaires (ou tropicaux) de 1960 à 1965 (en centimes de dollars la livre, c/lb)	243

SCHÉMAS

Schéma 1. Modèle du multilatéralisme (de 1945 à nos jours)	12
Schéma 2. Nouvelle organisation multilatérale liée au déficit de la balance des paiements américaine (1958-1963)	276

TABLEAUX

Tableau 1. Le modèle d'études pour une histoire multilatérale	18
Tableau 2. Aspects de la balance des paiements américaine selon la directive d'Eisenhower du 17 novembre 1960 (en milliards de dollars)	34
Tableau 3. Taux d'inflation annuel aux États-Unis	37
Tableau 4. Production d'or des États-Unis et du monde (non compris l'URSS) (en millions de dollars, à 35 dollars l'once d'or)	39
Tableau 5. Le déficit de la balance des paiements des États-Unis et les réserves d'or (en millions de dollars)	60
Tableau 6. Solde commercial (Exportations en biens et services - Importations en biens et services), sorties de capitaux privés et publics et sorties d'or des États-Unis (en milliards de dollars)	62
Tableau 7. Ventes d'or des États-Unis aux pays européens (en millions de dollars)	65
Tableau 8. Récapitulatif du prix de l'or sur le marché à Londres d'octobre 1960 à février 1961	68

Tableau 9. Retours des investissements et sorties de capitaux, de 1956 à 1960 (en millions de dollars)	77
Tableau 10. Les investissements directs (ID) des entreprises des États-Unis de 1950 à 1959 sur la base de 1948 (en millions de dollars)	83
Tableau 11. Les bénéfices non-distribués des investissements directs des compagnies américaines à l'extérieur par zone géographique et par industrie pour l'année 1959 (en millions de dollars).....	84
Tableau 12. Taux d'intérêt du dollar (en pourcentage)	87
Tableau 13. Exportations et importations des biens et services des États-Unis (en millions de dollars)	90
Tableau 14. Évolution des taux d'escompte en 1960 et rendement des bons du Trésor (octobre 1960)	123
Tableau 15. Réserves d'or et dettes à court terme des États-Unis (situation en fin de période) (en milliards de dollars)	133
Tableau 16. Taux de croissance du Produit national brut (PNB) par an et par habitant de 1950 à 1960 (en pourcentage).....	181
Tableau 17. Exportations par produit en provenance de l'ensemble des pays en voie de développement vers la CEE, la Grande-Bretagne, les États-Unis et l'URSS de 1958 à 1960 (en valeur 1000 dollars).....	198
Tableau 18. Les fluctuations des prix des produits de base (1953 =100)	204
Tableau 19. Les droits de douane d'importation les plus élevés en 1957.....	205
Tableau 20. « Liste comprenant les produits pour lesquels il est proposé que le niveau au TEC soit réduit de 50% » en 1961	211
Tableau 21. Exportations et importations (totales et par produit) des États-Unis vers et en provenance de l'Europe de l'Ouest de 1960 à 1962 d'après le département du Commerce des États-Unis en 1961 (en millions de dollars)	225
Tableau 22. Balances commerciales comparées des échanges des pays en voie de développement (PVD) de 1953 à 1963 (en millions de dollars)	240
Tableau 23. La dette des pays en développement et l'aide économique occidentale de 1956 à 1961 (en millions de dollars).....	241
Tableau 24. La balance des paiements américaine de 1960 à 1963 (y compris novembre et décembre).....	268

TABLE DES MATIÈRES

Liste des abréviations.....	9
-----------------------------	---

INTRODUCTION

Une histoire du multilatéralisme	11
Le prisme de la balance des paiements américaine.....	11
Une méthodologie adaptée à l'histoire du multilatéralisme.....	17
Les trois partenaires du « monde libre » multilatéral : les enjeux du multilatéralisme	22

PREMIÈRE PARTIE

LES ÉTATS-UNIS ET LE DÉFICIT DE LEUR BALANCE DES PAIEMENTS : UN DANGER ? (1958-1961)

CHAPITRE I

Résoudre ou non le déficit de la balance des paiements américaine ?	29
La dramatisation du déficit	29
Les causes du déficit présentées par Eisenhower	29
Le difficile partage du fardeau avec les pays alliés.....	31
Le bilan présenté par Eisenhower	33
Le choix d'une « discipline monétaire ».....	40
Un « équilibre raisonnable de la balance des paiements »	41
Restaurer la confiance des marchés financiers.....	41
Réorganiser la politique économique extérieure des États-Unis.....	43
Les dernières mesures transmises à Kennedy	49
Restaurer la confiance dans le dollar : l'objectif repris par Kennedy	50
Le discours rassurant sur l'état de la nation du 30 janvier 1961.....	50
Le discours sur la balance des paiements du 6 février 1961	51
Le dilemme de la balance des paiements	52
Le choix de l'équilibre budgétaire	56

CHAPITRE II

De l'or et des dollars	59
Le dollar en danger	59
L'équilibre entre les réserves d'or et le solde commercial.....	59
Dévaluer ou non le dollar ?	63
Le combat contre le marché de l'or à Londres.....	66

Le retour du problème des sorties d'or en été 1961	70
Les sorties de capitaux américains : un problème délicat	73
La remise en cause des faveurs fiscales sous Eisenhower	74
La suppression des faveurs fiscaux : un succès pour Kennedy?	80
La question des bénéficiaires non rapatriés au pays	82

CHAPITRE III

Miser sur la relance des exportations et le partage des dépenses publiques

extérieures	89
La solution des exportations	90
Utiliser le GATT : l'objectif d'Eisenhower	91
Les importations du pétrole américain	93
La réponse de Kennedy avec l' <i>Export Expansion</i> et le <i>Trade Expansion Act</i>	95
La solution de partage de l'aide au développement	97
Encourager les prêts à long terme bilatéraux des pays européens	98
Le discours sur l'aide étrangère de Kennedy le 22 mars 1961	102
Comparaison avec l'aide étrangère soviétique	106

324

DEUXIÈME PARTIE

L'EUROPE DE L'OUEST ET LE « DÉFICIT IMPÉRIEUX » DE LA BALANCE DES PAIEMENTS AMÉRICAINE (1961-1963)

CHAPITRE IV

Impliquer la Communauté économique européenne	119
La prudence de la Commission européenne	120
Les propositions de la Direction générale des Affaires économiques et financières de la CEE	120
Les réponses des ministres des Finances des Six et du Comité monétaire de la CEE	126
Le point de vue de la CEE sur le discours de Kennedy du 6 février 1961	127
Les « expédients à court terme »	129
La réévaluation du deutschemark (mars 1961)	129
Le remboursement anticipé des dettes aux États-Unis (1962)	131
Les inquiétudes de la Communauté économique européenne (1962-1963)	132
La persistance du déficit américain	133
La solvabilité des États-Unis en question	134

CHAPITRE V

Resserrer la coopération transatlantique au sein du Fonds monétaire international	137
Le fonds monétaire international doit-il être réformé?	137
L'éventuel recours des États-Unis au FMI	138
Augmenter les ressources du FMI en 1961	139
La réunion du FMI à Vienne en septembre 1961	141
L'internationalisation du déficit américain en 1962	144

La position réformiste du Council of Economic Advisers	145
L'offensive du département du Trésor	147
Une réforme du système monétaire international prévue en 1965 ?	149
La réunion du Fonds monétaire international le 17 septembre 1962.....	153
Coopérer avec une Europe monétaire, l'OCDE ou le FMI?.....	155
L'adhésion des États-Unis à un Fonds de réserve européen ?.....	155
Le projet d'une Europe monétaire.....	159
L'entrée en jeu du Working Party-3 de l'OCDE.....	162

CHAPITRE VI

Relancer la croissance économique dans le cadre de l'OCDE	165
Créer l'OCDE face à la CEE?.....	165
Les enjeux passés de l'OECE de 1948 à 1960.....	167
La Communauté atlantique face au plan Fouchet.....	170
Le danger de la dissolution de la CEE dans l'OCDE.....	171
Une autre vision de la prospérité.....	173
« La croissance économique soutenue » fixée à 50 %.....	173
La compétition économique du « bloc sino-soviétique »	179
Prendre en compte le déficit de la balance des paiements américaine.....	182

TROISIÈME PARTIE

LA SOLUTION MULTILATÉRALE AU DÉFICIT AMÉRICAIN : LE COMMERCE MONDIAL AVEC L'EUROPE DE L'OUEST ET LE TIERS MONDE (1961-1963)

CHAPITRE VII

La relance des exportations dans le cadre du GATT : les limites du Dillon Round (septembre 1960-juillet 1962)	193
Les difficiles négociations entre la CEE et les pays en développement (octobre 1960 - mai 1961).....	193
Le statut des pays en développement au GATT	195
Le rapport décisif d'Haberler de 1958	197
La première phase du Dillon Round (octobre 1960-mai 1961)	208
Les protestations des pays en développement	209
Les négociations entre l'Europe de l'Ouest et les États-Unis (1961).....	217
L'offre de baisse linéaire des Six	217
Les difficultés des États-Unis face aux déceptions des Six et de la Grande-Bretagne.....	218
La Grande-Bretagne et la CEE dans une même institution régionale économique?.....	219
Les compromis sur certains produits industriels et agricoles.....	221
Poursuivre ou interrompre les négociations?.....	225
La IX ^e réunion du GATT (novembre-décembre 1961).....	228

CHAPITRE VIII

Équilibrer les relations grâce au futur Kennedy Round (1962-1963)	231
Quelques éléments sur le <i>Trade Expansion Act</i>	231
Négocier les produits agricoles entre les États-Unis et l'Europe de l'Ouest	233
Les produits agricoles tempérés et l'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE	233
La Politique agricole commune et les compromis pour le Kennedy Round	237
Le partage du fardeau : garder les pays du Tiers Monde dans le GATT (1962-1963)	239
Le problème des recettes tirées des exportations.....	239
Une réduction de 50 % des droits de douane?.....	244

CHAPITRE IX

Les mesures commerciales hors du GATT (1962-1963)	249
La conférence des Nations unies pour le développement et le commerce (1962-1963) : un contrepois au GATT?	249
Les origines du projet.....	249
Les stratégies des États-Unis et de la CEE	251
La version définitive de la Conférence	253
Les accords mondiaux sur les produits tropicaux :	
une « solution politique » des États-Unis	255
La Charte de La Havane de 1948	255
Un moyen de relancer les exportations américaines.....	256
Deux exemples d'accords mondiaux : le café et le cacao	262
La réunion du GATT en mai 1963.....	264

CONCLUSION

Un nouveau « monde libre » multilatéral	267
Le bilan de la balance des paiements américaine à la fin de la présidence de John F. Kennedy	267
Le schéma du système multilatéral construit autour du déficit américain depuis 1960	275
La politique économique extérieure des États-Unis à travers le système multilatéral ou une nouvelle diplomatie économique et multilatérale	278
L'ère du multilatéralisme jusqu'à nos jours.....	292
Glossaire.....	295
Sources.....	297
Bibliographie	301
Index des noms de personnes	311
Index des organisations multilatérales (internationales et régionales) et des institutions nationales	315
Remerciements.....	319
Liste des graphiques, schémas et tableaux.....	321